

# Ensemble, changeons la finance

# Financité

magazine

Vrai ou faux vert :  
interrogez  
votre banque

Partage des dépenses :  
quand on s'aime  
on compte

Comprendre  
l'inflation

## GAGNER SA VIE

### Peut-on financer son bonheur ?



# festival Financité

Ensemble, changeons la finance

0011000101011111

111010111 1111111 000 11 0

001100010100000001110101010

**Sans Contact**  
→ Moins de liens  
plus de profits ?

**Du 7 au 21 octobre 2022**

Partout en Wallonie et à Bruxelles  
Gratuit - inscription obligatoire

Le programme complet sur  
[www.financite.be/festival](http://www.financite.be/festival)

## SOMMAIRE

- 4 **DOSSIER**  
Gagner sa vie
- 10 **INTERVIEW**  
« Pour mesurer une autre société, il faut d'abord un consensus sur ce qu'elle sera »
- 12 **ACTUS**
- 14 **LA FINANCE EXPLIQUÉE**  
L'inflation
- 15 **EN TOUTE MAUVAISE FOIS**  
Airbus ne désrespecte pas le droit humanitaire
- 16 **LES EXPERT·E·S DU QUOTIDIEN**  
Le prix de l'énergie
- 18 **ANALYSES**  
Quand on s'aime on compte  
Relocaliser ou solidariser ?  
50 nuances de finances
- 24 **FINANCE SOLIDAIRE**  
Des briques solides  
Une tête et une terre durables  
Gagnant-gagnant pour la finance solidaire
- 27 **MONNAIES CITOYENNES**  
Gérer une monnaie locale citoyenne : tout un métier !
- 30 **LE MOUVEMENT FINANCITÉ**  
Qu'est-ce qui nous dit que vous êtes impartial ?
- 31 **CAMPAGNE**  
Vrai ou faux vert ?
- 32 **RÉGIONS**
- 38 **NOTRE ACTUALITÉ**
- 39 **OUI, MAIS**
- 40 **SANS FILTRE**  
Perdus de vue



## CE QUE VOUS EN DITES EN DIRECT DE NOS RÉSEAUX SOCIAUX

### Dans quelles situations effectuez-vous encore des paiements en cash ?

Il est inacceptable d'obliger les commerçants à nous proposer un paiement électronique. C'est d'ailleurs depuis que j'ai pris connaissance de cette règle que je ne paie plus qu'en liquide. Ces commerçants, on veut les tuer en les obligeant à payer des sommes importantes pour louer ces machines.

Mme Delvaux

### Comptez-vous acheter de l'or ?

Au risque de m'inscrire en faux face à vos suggestions d'acheter/vendre de l'or comme un vulgaire trader, je dois vous dire que, oui, je possède de l'or physique, dans un coffre, dans une agence bancaire. Pas pour spéculer, mais - parce que j'en ai la possibilité - pour avoir la (quasi-) certitude qu'il me reste quelque chose si tout le système financier s'écroule et que mes gentils comptes bancaires ne valent plus tripette... Je ne vois aucune discordance entre ceci et le souhait d'un système financier plus honnête.

Gérard Cobut

Acheter de l'or revient à spéculer et n'apporte rien à la société. Le rôle de celui qui a la chance de pouvoir investir est d'abord de soutenir l'économie réelle, celle qui créera de l'emploi, développera un monde durable et financera les besoins de la démocratie sociale par l'impôt.

Pierre Cooreman

Jamais je n'achèterai de l'or en investissement. Il y a trop de problèmes sociaux au niveau de l'extraction.

Bernadette Libon

INSCRIVEZ-VOUS À NOS NEWSLETTERS  
QUOTIDIENNES ET RÉAGISSEZ SUR  
LES RÉSEAUX SOCIAUX : [WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE) + f

# FEU LA MONDIALISATION ?

Bernard Bayot

Dans la nuit du 9 novembre 1989 tombe le Mur de Berlin, emblème d'un monde bipolaire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Francis Fukuyama, pièce maîtresse de la communication de l'administration Reagan et figure du néoconservatisme américain, annonce la « fin de l'Histoire ». Plus personne n'est autorisé à remettre en cause la mondialisation et le système économique néolibéral, ce processus d'intégration des marchés qui concerne notamment la circulation de l'épargne en quête de placements internationaux : les banques et les investisseurs décident qui reçoit des capitaux (pays, entreprises, collectivités locales...) et à quel taux d'intérêt.

Pourtant, dès les années 90, les premiers mouvements de contestation apparaissent. Cette opposition prend pour cible les grands sommets organisés par les institutions internationales. C'est ce que l'on appellera l'« altermondialisme ». À la suite de la crise financière de 2008 et aux cures d'austérité qui ont suivi, la mondialisation et le modèle néolibéral ont ensuite fait l'objet de critiques de plus en plus virulentes par des groupements comme Les Indignés ou Occupy Wall Street. La mondialisation recule, mouvement qui va s'accélérer avec la pandémie et la guerre en Ukraine.

Elle passe ainsi du registre de la solution à celui du problème. « À l'inverse du discours traditionnel sur les gains mutuels et les rapprochements politiques qu'ils favoriseraient, les liens commerciaux et financiers sont aujourd'hui analysés comme des sources de vulnérabilité [pouvant] donner prise à des stratégies inamicales », explique Sébastien Jean, titulaire de la chaire d'économie industrielle du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Les acteurs économiques reconsidèrent dès lors leurs stratégies et prônent un découplage réduisant les interdépendances, c'est-à-dire de « doubler » les chaînes d'approvisionnement, voire de les relocaliser dans les pays développés, plus stables.<sup>1</sup>

Mais cette relocalisation, indispensable, ne suffira pas si l'on n'offre pas un avenir aux perdant·e·s de la mondialisation. C'est-à-dire si l'on ne s'engage pas d'urgence dans une transition écologique et sociale qui rende notre société plus égalitaire et soutenable. Pour y parvenir, la circulation de l'épargne doit répondre à une triple exigence. D'abord, être relocalisée dans le cadre d'un circuit court de l'argent pour permettre aux populations d'en conserver le contrôle. Ensuite, être affectée à la réalisation d'opérations économiques qui présentent réellement une valeur ajoutée pour l'humain, la culture et/ou l'environnement. Enfin, circuler sans visée spéculative et moyennant une rémunération limitée, dans le dessein de favoriser le bien commun, la cohésion sociale et la gouvernance démocratique.

Cette vision financière qui met l'humain au centre du jeu est la seule à même de succéder à cette financiarisation de l'économie voulue par la mondialisation débridée. ■

1. Antoine Reverchon, Pourquoi la mondialisation devient un problème après avoir été la solution, Le Monde, 6 mai 2022

### QUI SOMMES-NOUS ?

Financité est un mouvement qui rassemble des citoyen·ne·s et des associations qui contribuent ensemble à remettre la finance et l'économie au service des citoyen·ne·s et de l'environnement. Pour Financité, encourager la transition écologique et sociale ainsi qu'œuvrer pour le bien commun passe par une finance plus juste, éthique et solidaire.

Au travers d'ateliers, de conférences, de formations, d'outils pédagogiques et d'accompagnement, Financité informe et mobilise pour changer la finance. Partout en Wallonie et à Bruxelles, des groupes de citoyen·ne·s se sont déjà formés pour développer des initiatives de monnaie locale et citoyenne, des coopératives de biens communs, des groupes d'épargne collective...

Tout le monde peut faire un premier pas pour renverser la machine financière. Parallèlement, Financité réalise des recherches sur la finance éthique et solidaire et développe des outils nouveaux pour le financement et la promotion de l'économie sociale. Le Financité magazine est une publication de Financité. Son but est de faire connaître la finance responsable et solidaire à un public le plus large possible.

### Financité

**Écriture** : L'écriture inclusive et la féminisation des noms sont employés dans cette publication, quitte à parfois faire des « fautes » de français assumées, mais remplaçant les femmes et les hommes sur un pied d'égalité.  
**Rédaction** : rue Botanique 75, 1210 Bruxelles - 02 340 08 60 - [info@financite.be](mailto:info@financite.be) - [www.financite.be](http://www.financite.be)  
**Éditeur responsable** : Bernard Bayot. **Ont collaboré à ce numéro** : Bernard Bayot, Anne Berger, Anne Fily, Jonas Dembour, Eric Dewaele, Louise Dubois, Anne Fily, Nicolas Franka, Morgane Kubicki, Danaé List, Didier Palange, Valéry Paternotte, Morgane Rigaux, Joëlle Tetart. **Graphisme et mise en page** : Louise Laurent & Élise Debouny **Photo de couverture** : K. Grabowska - Pexels **Impression** : Les Éditions de l'Avenir



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

DOSSIER

# GAGNER SA VIE

Qui n'a jamais rêvé de prendre sa retraite à 40 ans ? Apparu au début des années 90 outre-Atlantique, c'est ce que promet le mouvement FIRE qui connaît un regain d'intérêt après la crise sanitaire. Pour de plus en plus de personnes, il s'agit désormais de la recette du bonheur. Comment dégager du temps pour faire ce qui nous rend heureux-euse ? Ses défenseur-euse-s prônent la planification budgétaire pour gagner son indépendance face au marché du travail, mais par forcément face aux marchés financiers.

## UN BONHEUR À FINANCER

Budgétiser, économiser, investir. Trois étapes pour atteindre l'indépendance financière et prendre sa retraite anticipée. Vraiment ?

Morgane Kubicki

— C'était il y a une dizaine d'année. Sébastien était expatrié dans un pays qui n'offre ni sécurité sociale ni pension. Entre deux emplois, il contracte des dettes. Sa situation financière n'a rien de confortable. « *Je n'avais jamais vraiment géré mes finances. J'ai appris à mettre de l'argent de côté et faire des projections. En fait, j'ai juste appliqué une approche d'ingénierie à mes finances* », se souvient l'ingénieur de formation.

La question de départ est simple : combien d'argent doit-il mettre de côté pour s'offrir une pension correcte à son 65<sup>e</sup> anniversaire ? Puis, à force de projections, Sébastien se rend compte qu'il peut mettre encore un peu plus de son salaire en réserve et s'arrêter de travailler plus tôt. Au même moment, il entend parler du mouvement FIRE aux États-Unis.

Indépendance financière, retraite anticipée. Voilà les deux principes clés du mouvement FIRE (Financial independence and retire early, en anglais) qui fait de plus en plus d'adeptes en Belgique. Le nom du mouvement est assez explicite : constituer le plus rapidement possible une indépendance qui permet de pouvoir vivre de ses rentes financières et ne plus avoir à travailler.

FIRE suit trois règles fondamentales : la frugalité, l'investissement passif et une réappropriation de son temps.

### À bas la société de consommation

Une grande partie du mouvement FIRE tel qu'il est médiatisé aux États-Unis relève du cliché. On y découvre des témoignages de personnes semblant découvrir qu'il n'est pas nécessaire de posséder une énorme voiture, de louer une maison exagérément grande ou de s'acheter un café à emporter tous les matins. Pourquoi ne pas rouler à vélo et acheter une machine à café ? Vous économiserez sur le long terme. En réalité, la frugalité telle que prônée par les adeptes de FIRE consiste à vivre avec une simplicité volontaire et tenir des comptes détaillés de

ses dépenses. « *Cela remet en question la surconsommation* », affirme Sébastien Aguilar, l'importateur de FIRE en Belgique. Beaucoup tiennent d'ailleurs des blogs où ils-elles partagent des conseils pour réduire leurs dépenses avec une pointe de responsabilité environnementale. Les forums consacrés à cette thématique se comptent par centaines.

### Vivre dans la frugalité ne suffit pas, il faut tenir compte minutieusement de ses dépenses.

« *Augmenter ses revenus, cela fait aussi partie de la discussion* », prévient cependant Sébastien Aguilar. Certain-e-s choisissent en effet de travailler plus ou de changer d'occupation afin de gagner davantage et donc épargner plus afin d'acquérir une indépendance financière plus rapidement, c'est-à-dire pouvoir se passer de travailler.





© Anna Nekrashevich - Pexels

### Vive la finance

Après s'être donné la capacité de constituer une épargne, il s'agit de l'investir. Car l'objectif n'est ni plus ni moins que d'atteindre le statut de rentier-ère plutôt que celui de salarié-e. Rien de plus simple selon les promoteur-riche-s du mouvement partout dans le monde, car il existe la règle des 4 % et les fonds indiciels. La règle des 4 % n'a pas été inventée par le mouvement FIRE et nous vient tout droit des années 90. Elle suggère, basé sur les données historiques des rendements boursiers, que vous pouvez vivre en retirant 4 % de votre argent investi en bourse chaque année sans faire diminuer votre fortune. Si vous pensez dépenser 2 000 euros par mois (soit 24 000 euros par an), il vous faudra donc 600 000 euros d'investissement.

Exit les banques. Les adhérent-e-s du mouvement ne croient pas aux produits proposés par les institutions financières classiques à cause des coûts de gestion qui viennent cannibaliser le rendement. Ils-elles n'investissent que dans des fonds indiciels. Ces fonds d'investissement cherchent à reproduire autant que possible un indice (par exemple le Bel20, le CAC40 ou des indices boursiers plus grands comme le S&P500 basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses aux États-Unis) en investissant dans les sociétés représentées. Ce type de gestion passive entraîne généralement des frais plus faibles que pour d'autres formes d'investissement.

Il faut cependant avoir une certaine confiance, car le principe même de la règle des 4 % compte sur une croissance du marché boursier. « Les personnes que nous avons interrogées étaient bien conscientes de cette contradiction apparente, à savoir que leur évasion de la "course effrénée" reposait sur la

croissance régulière du marché boursier, qu'elles considéraient comme un horizon indéfini », notent les chercheurs Will Davis et Nick Taylor du Centre pour la compréhension de la prospérité durable de l'Université de Surrey, dans leur étude sur les adeptes du mouvement FIRE.

« L'investissement indiciel bénéficie de la croissance économique globale. Les entreprises cotées en bourse créent aussi de la valeur pour des choses que tout le monde utilise tous les jours. Notre façon d'investir est non spéculative », défend Sébastien Aguilar.

D'un côté, il y a donc une volonté claire de s'extraire d'une société de l'hyperconsommation et de la dette (le principe de FIRE est basé sur l'investissement, il faut parallèlement réduire voire refuser de contracter des dettes) pour se dégager du temps. De l'autre, le système repose sur le principe d'une croissance infinie et une bonne dose de capitalisme. FIRE est donc à la fois critique du capitalisme par la consommation et favorable à celui-ci par l'investissement.

### Les adhérent-e-s du mouvement ne croient pas aux produits proposés par les institutions financières classiques.

#### Le temps c'est de l'argent

La troisième règle du mouvement FIRE, et non des moindres, est celle de la réappropriation de son temps. La notion de valeur est définie par le temps libre, passé avec sa famille ou même consacré à du volontariat. Les adeptes de cette philosophie veulent la plus grande autonomie possible et s'achètent la sécurité. « C'est juste un mouvement de gens qui essaient de trouver une façon d'être plus heureux. FIRE est une façon de prendre le contrôle de ses finances pour l'être », avance l'importateur du mouvement en Belgique.

En réalité, la fuite de l'exploitation, c'est-à-dire la retraite, est facilitée par le calcul financier – ce que Will Davis et Nick Taylor appellent la « financiarisation de l'anticapitalisme ». C'est un autre grand chantier de FIRE et ce qui est mis en avant par nombre de blogs qui font souvent une publicité tapageuse, prétendant offrir la recette miracle pour devenir riche et arrêter de travailler. Tout mettre en œuvre pour atteindre l'indépendance financière passe par une éducation à la budgétisation, mais aussi aux marchés financiers.

FIRE est-il un mouvement qui aide les gens riches à devenir plus riches au travers d'une éducation

## L'ARGENT FAIT-IL LE BONHEUR ?

Depuis longtemps, les économistes et philosophes se demandent si l'argent fait le bonheur. L'étude la plus connue est celle d'Elizabeth Dunn et Michael Norton dans leur livre Happy money. Elle affirme que l'argent a bien un effet sur le bonheur, mais plus après un certain plateau. Au-delà de 75 000 dollars par an (aujourd'hui 70 000 euros, mais la première publication date d'une dizaine d'années), l'argent ne contribue plus au bonheur. En fait, l'argent contribuerait fortement au bonheur lorsqu'on en manque car un peu plus de moyens financiers permet de satisfaire les besoins de base. Plus on est riche, plus c'est la façon dont on dépense son argent qui importe et non la hauteur du revenu. Grosso modo, une question de qualité plutôt que de quantité.

À l'inverse, Matt Killingsworth, chercheur à la Wharton School of Business de l'Université de Pennsylvanie, affirme que l'argent contribue bien au bonheur, même après le fameux seuil de 75 000 dollars. Grâce à une application qui envoie une notification à des moments complètement aléatoires, le chercheur a mesuré l'expérience émotionnelle des participant-e-s et constaté que le bien-être ressenti augmentait de façon tout aussi importante plus on gagne d'argent, que ce soit avant ou après avoir atteint le cap des 80 000 dollars de revenus annuels.

Qu'en est-il alors des super-riches ? Ed Diener, Jeff Horwitz et Robert Emmons se sont posé la question au milieu des années 1980 en adressant un questionnaire à 100 membres de la liste des Américain-e-s les plus riches établie par le magazine Forbes. Sur toutes les dimensions (bonheur, satisfaction, émotions positives et émotions négatives), le groupe des super-riches ont affiché de meilleurs scores que le groupe de « contrôle » composé de gens aux revenus normaux. Cependant, les écarts sont faibles. Si faibles, que pour la dimension des émotions positives, l'écart entre ultra-riches et revenus normaux ne serait même pas statistiquement significatif.

financière aux marchés boursiers ? Un peu. On ne peut pas nier que la plupart des adeptes du mouvement FIRE ont déjà des revenus relativement élevés. Aux États-Unis, une enquête menée en 2018 dénombrait 78 % d'hommes dont la grande majorité avait au moins un diplôme universitaire. 93 % occupaient un poste de salarié, pour une grande partie dans l'informatique, l'ingénierie, la finance, le management ou la santé. En Belgique, la communauté est principalement constituée de personnes entre 25 et 40 ans, pour deux tiers des hommes, avec un niveau d'éducation élevé.

### La notion de valeur est définie par le temps libre que sa planification financière a permis de dégager.

Pour les chercheurs de l'Université de Surrey, il est injuste de comparer FIRE aux riches élites : « après tout, FIRE est un discours de frugalité ainsi que d'investissement – une critique du matérialisme et de la course hédoniste, qui crée de la richesse en réduisant les dépenses, et qui ne valorise cette richesse que dans la mesure où elle libère du temps. »

Cependant, ce retour à une vie simple et sans servitude au travail reste dépendante des marchés boursiers qui, eux, pour rapporter les fameux 4 %, doivent continuer à produire et embaucher des gens pour faire tourner l'économie. ■



© Shutterstock

# UN PAYS HEUREUX

Depuis 10 ans, l'Organisation des nations unies calcule le Bonheur national brut.

Morgane Kubicki



© Shutterstock

Chaque année à la mi-mars, la presse s'interroge. « Pourquoi la Finlande est-elle le pays le plus heureux du monde ? ». Cela fait en effet plusieurs années que la Finlande se retrouve à la première marche du classement du World Happiness Index, publié à l'occasion de la journée mondiale du bonheur.

## L'étude croise des données objectives avec des sondages d'opinion.

Pour se retrouver en haut du classement des pays les plus heureux, il faut exceller sur 8 indicateurs : le Produit intérieur brut par habitant-e en parité de pouvoir d'achat, l'espérance de vie, le support social (les sondé-e-s sont invité-e-s à répondre à la question « si vous aviez des problèmes, avez-vous de proches sur qui compter ? »), la liberté de choix, la générosité (calculé en fonction du nombre de personnes interrogées qui ont fait un don au cours du dernier mois), la corruption, la positivité et la négativité (on sonde ici un sentiment général de joie chez les citoyen-ne-s).

L'étude croise donc des données statistiques objectives, comme le Produit intérieur brut, avec des notions plus subjectives comme des sondages demandant aux citoyen-ne-s d'évaluer leur propre niveau de bonheur. Et en réalité, pour être bien classé

dans l'index mondial du bonheur, il s'agirait surtout de la confiance que les habitant-e-s s'accordent entre eux-elles et la confiance accordée dans les institutions publiques du pays.

Visiblement, les Finlandais-e (et les pays nordiques en général, car on retrouve également le Danemark, l'Islande, la Suède et la Norvège dans le top 10 du classement) ont tout pour être heureux-euses : revenu mensuel moyen élevé, faible taux d'inégalités, enseignement de qualité, sentiment de sécurité élevé, excellent accès aux soins de santé... même le sauna y serait pour quelque chose en poussant les personnes interrogées à profiter des choses simples.

La bonne nouvelle, c'est que globalement, les scores ont progressé pour tout le monde en 2022 par rapport à l'année de la pandémie. On note aussi une évolution positive sur l'ensemble de la décennie. « Il n'est pas sûr que le monde soit plus heureux maintenant, mais le monde est plus axé sur le bonheur et le bien-être qu'il ne l'était il y a dix ans », précise tout de même Jeffrey Sachs, un des co-auteur-ice-s de l'étude.

Côté belge, notre pays se classe 19<sup>e</sup>, juste devant la France. ■

## L'INTÉRÊT POUR LE BONHEUR

Le rapport du World Happiness Index s'intéresse aussi à la place du bonheur dans les livres. Ces dernières années, les références au bonheur ont en effet augmenté alors que les références au PIB ont diminué. En étudiant l'application Ngram de Google, qui permet de mesurer l'évolution de la fréquence d'un ou plusieurs mots à travers le temps dans les ressources imprimées, on voit que le mot « bonheur » apparaît 25 fois par million de mots publiés. Depuis 2013, c'est plus que les termes « PIB » et « revenu ». Le PIB, après avoir connu un pic de popularité dans les années 1980, voit désormais son usage décroître. Même les termes comme « croissance économique » sont de moins en moins utilisés depuis les années 2010 au profit d'expressions comme « au-delà du PIB » ou « indicateur de progrès » dont l'occurrence a été multipliée par 6 depuis 1995. De là à affirmer que le bonheur est désormais une notion plus importante pour les économistes et les politiques que l'indicateur économique du revenu, pas sûr.

# NOUVEL INDEX POUR UNE NOUVELLE VIE

L'OCDE propose de créer son propre indicateur du bonheur.

Morgane Kubicki

« Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. » Voilà comment se présente l'outil Better Life Index (ou Indicateur du vivre mieux, en français) développé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) il y a quelques années.

Pour mesurer le bien-être, l'organisation compile 24 indices répartis dans 11 catégories. Jusqu'ici, rien de nouveau. Au détail près que chaque personne peut créer son propre indicateur du vivre mieux en choisissant l'importance de chaque critère : logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, sentiment de satisfaction, sécurité et équilibre vie-travail. Le revenu prend par exemple en compte le revenu net du ménage, mais aussi son patrimoine. Le taux d'emploi est pris en compte au même titre que le salaire. L'environnement est pris en compte par la qualité de l'eau et de l'air.

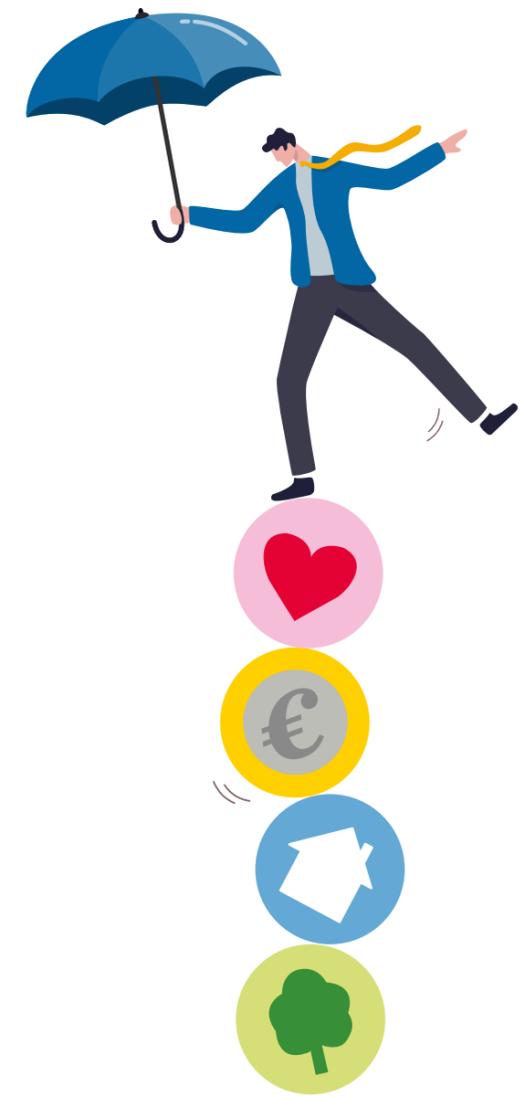
Chaque critère qui peut « influencer » le bonheur a une importance relative selon chaque individu.

L'intérêt principal de cet indice du bonheur réside dans la possibilité de pondérer les catégories selon l'importance qu'on lui accorde personnellement. Il est par exemple possible de créer un indice qui accorde 3 fois plus d'importance à la qualité de l'air et de l'eau plutôt qu'au revenu.

La Belgique se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE dans les dimensions du revenu, de l'éducation, du logement, de la santé, de l'engagement civique et de la satisfaction à l'égard de la vie. « S'il ne fait pas le bonheur, l'argent est tout de même important pour obtenir un meilleur niveau de vie. En Belgique, le revenu moyen disponible ajusté net des ménages par habitant est de 34 884 dollars

par an, soit plus que la moyenne de 30 490 dollars dans les pays de l'OCDE », avance le rapport annuel pour justifier.

Le niveau d'éducation permet également à la Belgique de remonter dans le classement, avec 80 % des 25-64 ans diplômé-e-s du deuxième cycle du secondaire ou équivalent. L'engagement civique permet aussi à notre pays d'obtenir un score important, avec un taux de participation électorale de 88 %, largement supérieur à la moyenne de l'OCDE (69 %). Pas étonnant avec une participation obligatoire. ■



# « Pour mesurer une autre société, il faut d'abord un consensus sur ce qu'elle sera »

**TOM BAULER**

Tom Bauler enseigne l'économie écologique à l'Université libre de Bruxelles. Ses champs de recherche actuels couvrent les indicateurs alternatifs au PIB, l'innovation sociale et socio-technique ainsi que les alternatives citoyennes et les processus de transition et de décroissance.

Propos recueillis par Morgane Kubicki

**On a l'impression que de parler du Produit intérieur brut (PIB) est de moins en moins à la mode. C'est vrai ?**

— Cela me semble plausible pour une série de raisons. La première, c'est qu'on est clairement dans une période post croissance. On réalise des points de croissance extrêmement faibles et il vaut donc mieux les cacher en évitant de parler du PIB. Ensuite, il y a eu effectivement beaucoup de critiques autour du PIB, avec la mise en place d'alternatives. Cela commence à percoler. Même les économistes les plus conformistes n'en parlent plus beaucoup car cela ne veut plus dire grand-chose. Il y a aussi un processus institutionnel de mise en place d'indicateurs alternatifs. Au niveau fédéral par exemple, il y a l'obligation de mettre en avant des indicateurs complémentaires au PIB qui doivent être défendus une fois par an. Enfin, il ne faut pas oublier que la plupart des gens qui écrivent des articles aujourd'hui ont grandi avec les critiques adressées au PIB.

**Mais il reste malgré tout un indicateur de référence ?**

— Il reste un outil de débat public. Le PIB a quelque chose qu'aucun autre indicateur ne possède, c'est qu'il est standardisé à travers le monde ce qui lui confère une comparabilité quasi parfaite. On peut comparer la Région wallonne avec la Chine, c'est possible. Le PIB a été institutionnalisé par les États-Unis après la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas un hasard, il fallait une mesure pour le monde des

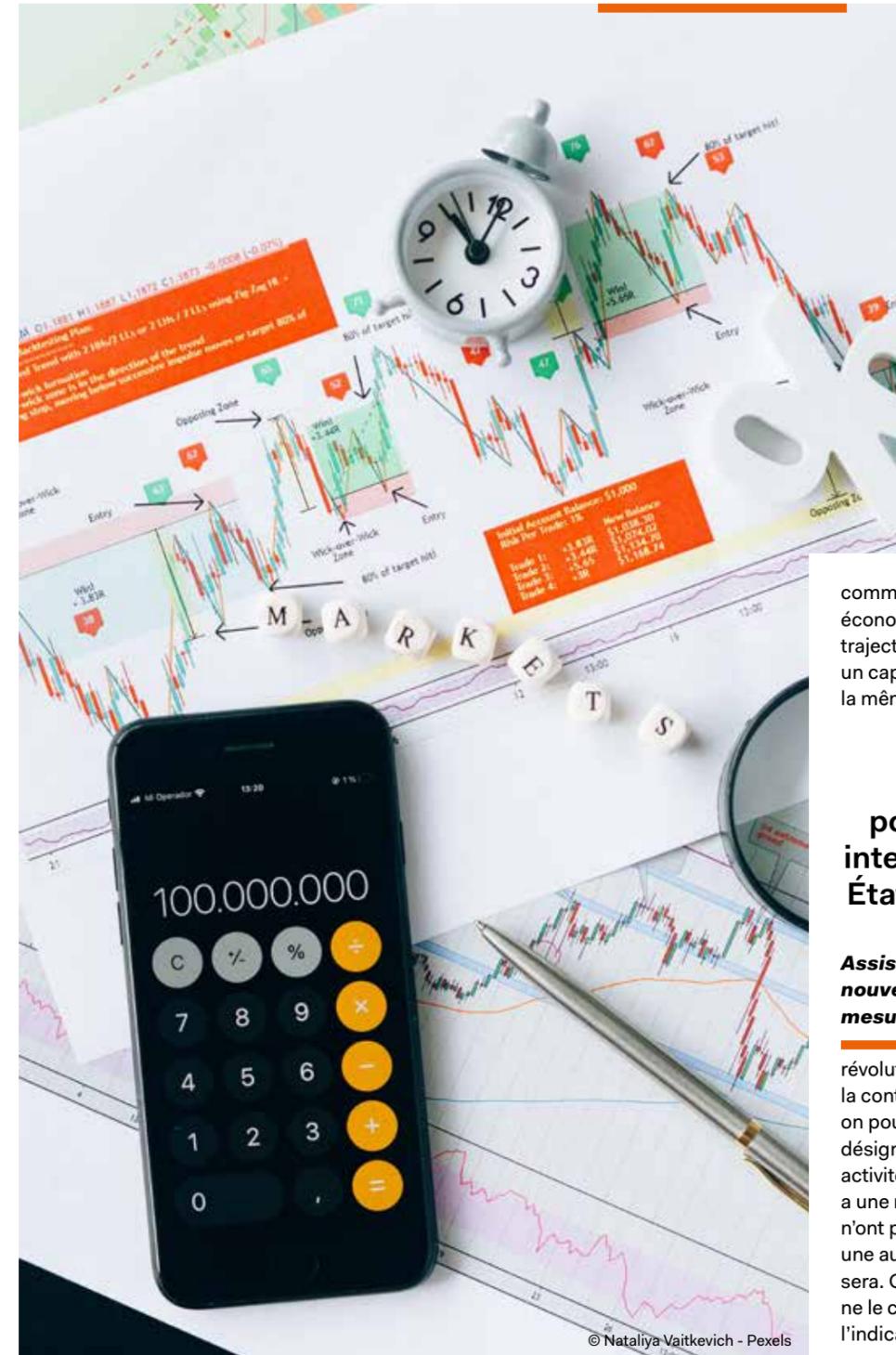
échanges internationaux de masse que les États-Unis voulaient construire. Pourquoi le PIB est-il arrivé en Europe ? Parce qu'on ne pouvait pas toucher l'argent du Plan Marshall sans accepter toutes les règles de comptabilité nationale qui allaient avec. Souvent, on invoque le PIB, mais c'est uniquement parce que les outils de modélisation l'utilisent pour mesurer l'effet sur la croissance.

**Il n'y pas un autre indicateur qui offre les mêmes possibilités ?**

— Bizarrement, l'indicateur d'émissions de CO<sub>2</sub> a pris ce rôle pour mesurer ce qui serait une bonne ou une mauvaise politique. Implicitement, cela veut dire que réduire les gaz à effet de serre permet de réduire les factures énergétiques, la mise en place d'une industrie verte et innovante et de créer des emplois. Ce n'est pas un indicateur économique dans le sens premier du terme. Mais regardez dans la presse, on lit plus souvent le terme « émissions » que « croissance ». L'autre mesure ayant percé est l'Indicateur de progrès véritable (IPV) qui a été mis en place dans les années 90 par deux Américains et qui est maintenant utilisé par la Banque mondiale. La logique est de prendre en compte la partie consommation privée du PIB (pour la Belgique, cela représente environ 80 %), y ajouter tout ce qui est bienveillant pour la société, comme les soins privés aux personnes âgées, et d'en retrancher tout ce qui est négatif comme la pollution ou la dépréciation du capital naturel. Evidemment, il faut arriver à exprimer tout ça en unités monétaires. À



Économie écologique, Tom Bauler, Geraldine Froger et Olivier Petit, Éditions De Boeck, janvier 2022, 25,90 euros.



commercial. Cela pointe vers des agendas socio-économiques inspirés par des pays qui sont sur une trajectoire positive en termes de bien-être et qui ont un capital social, culturel et humain important. C'est la même chose que d'être riche, mais pas tout à fait.

**Le PIB était une mesure pour le monde des échanges internationaux de masse que les États-Unis voulaient construire.**

**Assiste-t-on également à la création de nouveaux indicateurs qui permettent de mesurer la transition environnementale ?**

— Le PIB est un indicateur de production. La révolution économique c'est essayer de comprendre la contribution plutôt que la production. En ce sens, on pourrait dire que la taxonomie européenne qui désigne ce qui peut être considéré comme une activité « verte » ou non est un indicateur. Mais il y a une raison pour laquelle les indicateurs alternatifs n'ont pas réussi à détrôner le PIB. Car pour mesurer une autre société, il faut un consensus sur ce qu'elle sera. Or, il n'y en a pas. L'indicateur de demain, on ne le connaît donc pas. Beaucoup ont compris que l'indicateur unique ne fonctionne pas. C'est d'ailleurs un peu idiot en termes de robustesse méthodologique. Un monde homogénéisé qui court derrière un indicateur, ce n'est pas vraiment souhaitable. Dans le court terme, comme tout le monde semble d'accord qu'il faut se tourner vers un autre monde, cherchons à comprendre l'input plutôt que l'output. Ce que je regrette un tout petit peu avec le fait que le PIB est de moins en moins discuté, c'est qu'il y avait au moins la vertu du débat. Sans débat explicite, il est plus difficile d'épingler les désaccords. On pouvait en discuter avec les gens qui gouvernaient le pays. Inviter nos dirigeants et dirigeantes à parler de la décroissance ou de la taxonomie, c'est moins propice à un vrai débat. ■

la fin, cela donne un chiffre qui permet de se comparer à d'autres pays.

**On peut donc créer des indicateurs sur base d'activités qui ne sont pas nécessairement quantifiables ?**

— Le Rapport mondial sur le bonheur publié par les Nations unies chaque année prend en compte l'intégration du bien-être subjectif. Cela me fait vraiment plaisir quand je le vois apparaître dans la presse. Cela montre une société qui a compris qu'il ne faut pas nécessairement courir derrière l'échange

© Omid Armin - Unsplash



## BELGIQUE LES BILLETS SOUS LE MATELAS

La quantité de pièces et billets en circulation n'a jamais été aussi élevée. Il y a plus de 1 750 milliards d'euros d'argent liquide en circulation en Europe et à travers le monde. Toutes coupures confondues, on comptait en janvier 28 milliards de billets et 140 milliards de pièces. N'en déplaise donc aux institutions financières qui ont décidé de faire la peau au cash en supprimant les distributeurs de billets ou en augmentant les frais liés au retrait d'argent liquide, la monnaie sonnante et rébuchante n'est pas morte. En réalité, en période d'instabilité, la thésaurisation, soit l'envie de garder du cash comme réserve de valeur, augmenterait. Une période d'instabilité peut être la conséquence d'une crise sanitaire, d'une guerre qui éclate aux portes de l'Europe ou encore d'une inflation record. Ça vous dit quelque chose ?

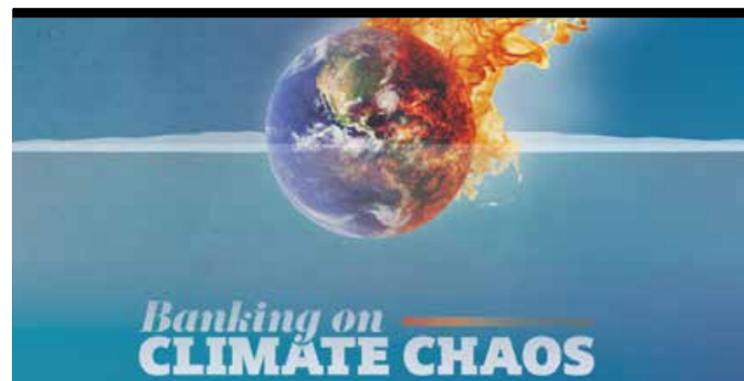
En Europe, 7 paiements sur 10 sont « encore » effectués grâce aux pièces et billets. Certes, certains pays nordiques utilisent moins de cash et d'autres, au sud, beaucoup plus. Mais au milieu des statistiques européennes, notre pays ne se trouve ni au nord ni au sud. Malgré l'acharnement des banques à empêcher l'accès au cash, un paiement sur deux est encore réalisé avec de l'argent liquide en Belgique.

## BELGIQUE MYSTÉRIEUSE FERMETURE BANCAIRE

Mi-avril, plusieurs centaines de Belges ont vu leur compte en banque brutalement fermé. Leur point commun : ces personnes étaient toutes clientes de la néobanque N26.

La presse s'inquiète immédiatement. N26 serait-elle au bord de la faillite ? Ces fermetures rappellent une histoire similaire en France. Des client-e-s accusent la banque en ligne allemande d'avoir fermé leur compte en banque sans aucune explication et sans possibilité de récupérer leur argent. Impossible d'entrer en contact avec l'institution ou de récupérer son argent. Les témoignages sur la page Facebook des client-e-s de N26 se comptent par centaines.

En Belgique, selon L'Echo, il s'agirait d'une erreur technique qui a fermé des centaines de comptes inopinément. Pas de tentative de fraude, ni d'histoire de blanchiment selon les équipes de la néobanque qui affirment prendre contact avec les propriétaires des comptes concernés pour régler le problème.



## MONDE TOUT MISER SUR LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Selon le dernier rapport de Banking on Climate Chaos, les 60 plus grandes banques du monde ont investi plus de 742 milliards de dollars dans les combustibles fossiles en 2021.

On pourrait espérer que ce montant soit au moins plus faible que celui calculé en 2016, année de l'adoption de l'Accord de Paris. Ce n'est pas le cas. Depuis sa signature, les 60 plus grandes banques du monde ont investi 4 600 milliards de dollars dans l'industrie fossile. Bel engagement.

Dans ce rapport annuel, on apprend aussi comment de nombreuses banques ayant rejoint la Net-Zero Banking Alliance (une alliance financière pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050) l'année dernière ont, simultanément, financé des projets d'expansion pétrolière et gazière. Calendrier à l'appui, le rapport pointe les banques qui ont financé les 20 plus gros projets de nouvelles plateformes, s'assurant ainsi des années de réchauffement climatique supplémentaires, quelques semaines seulement après avoir signé cet accord empreint de bonne volonté.



## MONDE ARGENT SALE ET SECRET BANCAIRE

Difficile de ne pas se dire que #SuisseSecrets est juste une fuite de documents de plus qui prouve, encore une fois, à quel point les banques s'assoient volontiers sur le devoir de vigilance lorsqu'il s'agit de faire de l'argent. Pourtant, la fuite de documents est massive : 18 000 comptes bancaires logés au Crédit Suisse, épluchés par plus de 160 journalistes de 48 médias sous coordination de l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project).

On y apprend que plusieurs individus poursuivis pour violation des droits humains ont pu loger leurs avoirs sans problème au sein de la banque suisse, qu'une série de hauts fonctionnaires de Tunisie, d'Égypte, de Libye et du Yémen ont pu exfiltrer d'importantes sommes d'argent lors du Printemps arabe. Que la banque hébergeait les comptes d'entreprises faisant l'objet de sanctions internationales ou encore qu'elle ouvrait des comptes pour des individus participant à des réseaux mafieux. Ces client-e-s n'auraient jamais du être autorisé-e-s à effectuer des opérations avec le Crédit Suisse.

## MONDE QUI SOUTIENT ENCORE LE GAZ ET LE PÉTROLE ?

Même si l'information n'a rien d'une nouveauté, il est toujours utile d'avoir des données objectives et des outils d'analyse qui permettent de pointer du doigt les faiblesses des politiques des grandes banques. C'est ce qu'ont mis en place plus de 15 associations, dont Reclaim Finance, Amis de la Terre France, BankTrack aux Pays-Bas ou encore Rainforest Action Network au États-Unis. L'outil nommé « Oil and Gas Policy Tracker » évalue et note les politiques des 150 plus grandes institutions financières mondiales. Parmi elles : 60 banques, 30 assureurs et 60 gestionnaires d'actifs.

À quelques exceptions près, les acteurs financiers n'ont pas de réelles mesures limitant l'expansion pétrolière et gazière. Seules 9 institutions excluent tout soutien à un nouveau projet, le reste se contente de refuser un soutien aux projets dits « non conventionnels » comme les sables bitumineux, les forages en Arctique ou encore le gaz et pétrole de schiste.

## LIRE, VOIR, ÉCOUTER



## LA FINANCE LAVE PLUS VERT

Face à l'urgence climatique, la finance veut devenir plus verte. Mais que trouve-t-on réellement sous le vernis de ces produits attractifs et des campagnes de communication ? Disponible sur Arte, 52 min



## MÉCANIQUES DE LA POLITIQUE

Vous rêvez d'être dans la tête de Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances entre 2007 et 2011 pendant le mandat de Nicolas Sarkozy, en pleine crise des subprimes ? C'est ce que proposent ces quatre épisodes de « Mécaniques de la politique » sur

France Culture en nous racontant les coulisses diplomatiques et politiques de cette crise majeure, les négociations et les enjeux provoqués par ce bouleversement économique planétaire. Disponible sur France Culture, 4 fois 15 min



## BRUNO COLMANT LA MONNAIE FONDANTE

Idée du début du XX<sup>e</sup> siècle, la théorie de la monnaie fondante consiste à donner une date de péremption à la monnaie afin de forcer sa circulation. Ce livre détaille cette théorie alors que nous ne sommes plus très loin de la monnaie fondante avec une épargne presque pas rémunérée alors qu'elle est rongée par l'inflation.

Bruno Colmant, Renaissance du Livre, 18 euros

**Votre exemplaire gratuit !**

**TENTEZ DE GAGNER  
UN DES 5 EXEMPLAIRES DE  
« LA MONNAIE FONDANTE »**

Envoyez un mail à [didier.palange@financite.be](mailto:didier.palange@financite.be) et 5 heureux-ses gagnant-e-s seront tiré-e-s au sort. Concours réservé aux membres Financité.

# L'inflation

Elle était attendue et fait un retour tonitruant. Poussée par la conjoncture et les restrictions d'approvisionnement, l'inflation, soit la montée générale des prix à la consommation, se sent déjà dans tous les portefeuilles. Mais d'où vient-elle ?

Nicolas Franka et Valéry Paternotte

Selon Statbel, l'office belge de statistique qui calcule le taux d'inflation officiel, l'inflation a atteint le taux de 9,3 % en mars 2022. Le prix de l'énergie est sans conteste le premier indice en hausse (+44,4 %) avec des répercussions sur tous les secteurs qui en dépendent. Mais les produits alimentaires ne sont pas en reste : 7,8 % d'augmentation pour les aliments non-transformés.

L'inflation est évaluée par un indice : l'IPCH (Indice européen des prix à la consommation harmonisé), un indicateur qui agrège des données de prix observés d'un panier de biens et services régulièrement consommés. La composition de ce panier est cruciale car tous les comportements varient et il n'aura donc pas le même effet sur chaque personne, selon sa consommation des « sous-indices » (énergie, alimentation, tabac, etc...). L'analyste constatera alors que les automobilistes végétariens perdent plus aujourd'hui que les carnivores fumeurs.

Il n'existe pas, dans l'absolu, un seul taux d'inflation. Sa méthode de calcul est donc suivie de près par nombre d'observateurs car les implications économiques et politiques sont grandes. En Belgique, nombre de loyers et de revenus sont « indexés ». Cela signifie que le loyer demandé aux locataires risque d'augmenter tandis que les prêts à taux fixe des propriétaires restent inchangés.

**La théorie économique avance qu'une inflation modérée permet d'améliorer graduellement la rentabilité des entreprises.**

## Bonne ou mauvaise inflation ?

L'inflation – ou plutôt la stabilité des prix – est au cœur du mandat de la Banque centrale européenne (BCE). Un tel niveau d'inflation lui vaut donc un mauvais bulletin, alors que pendant près de 20 ans, les politiques d'assouplissement ont échoué à entretenir le niveau de 2 % d'augmentation des prix visé.

Pourquoi 2 % ? La théorie économique avance qu'une inflation modérée « huile les rouages de l'économie » permettant d'améliorer graduellement la rentabilité des entreprises (qui peuvent adapter leurs prix rapidement) face aux salaires, beaucoup plus rigides (c'est-à-dire qu'ils se réajustent moins vite, et surtout, bien après l'augmentation des prix).

Nous dépassons largement ces fameux 2 % aujourd'hui. Voici donc que les banques centrales font volte-face sur les politiques monétaires qu'elles ont mené au cours de la dernière décennie. Mais cela fonctionnera-t-il alors que 3 000 milliards – vous lisez bien – de liquidités ont déjà été injectés sur le marché interbancaire de la zone euro via les programmes de rachats (la technique de l'assouplissement monétaire, lire dans le Financité magazine n° 58) qui devaient relancer l'inflation ?

Mais en pratique, les autorités s'inquiètent – à raison – du risque majeur d'appauvrissement et des troubles sociaux symptomatiques d'une inflation rapide et de la perte de pouvoir d'achat associée.

**Les prix dépendent de la quantité de monnaie en circulation, du nombre de fois que les unités changent de mains, mais aussi inversement de la production totale de biens et de services.**

Cependant, la particularité belge est d'avoir une politique d'indexation des salaires. Les entreprises capitalisent ainsi moins sur les bonnes marges tandis que les travailleurs sont moins impactés par l'augmentation des prix qu'ailleurs en Europe. Une monnaie unique dans des régions fiscales et productives différentes implique des niveaux d'inflation différenciés selon les pays (de 4,5 à 15,6 % en zone euro) notamment selon la dépendance extérieure aux importations.

L'actualité nous fournit malheureusement l'exemple parfait : la hausse du prix du gaz suite à l'invasion de l'Ukraine. Des produits agricoles dont l'Ukraine et la Russie sont exportatrices (le blé, le maïs) verront aussi leur prix augmenter avec une conséquence en chaîne pour les produits transformés dans la chaîne.

## Mais alors, d'où vient l'inflation ?

Une approche plus théorique invite à penser l'inflation selon la « théorie quantitative de la monnaie » qui se fonde sur une identité fondamentale qui s'exprime :  $M \cdot V = Q \cdot P$

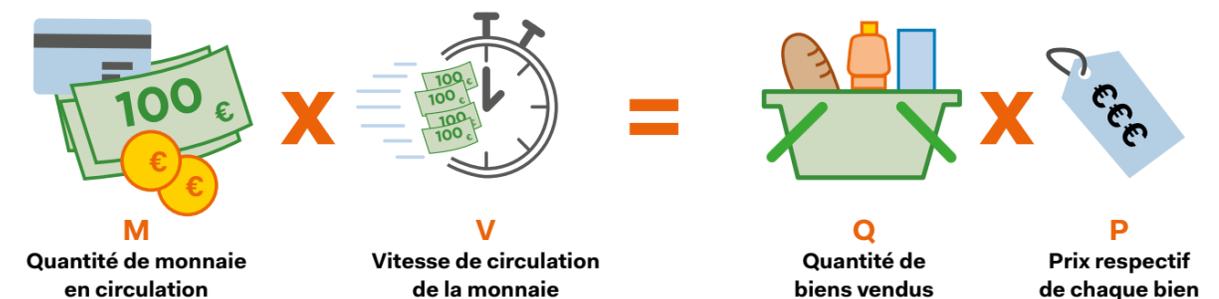
À gauche, on a la quantité de monnaie en circulation (M) multipliée par le nombre de fois où elle change de main dans une année (la vitesse, V). Un même billet de 100 euros peut servir 5 fois par an, permettant 500 euros d'achats durant ladite période. À droite de l'équation, on a les quantités vendues (Q) – que l'on peut entendre comme la production nationale – multipliées par leurs prix respectifs (P, le montant sur l'étiquette).

Les deux côtés s'égalent forcément, c'est une identité comptable. Les prix (P) dépendent de la quantité de monnaie en circulation,

du nombre de fois que les unités changent de mains et inversement de la production totale de biens et de services. Comme le disait déjà Keynes, l'inflation se caractérise par « trop de monnaie chassant trop peu de biens ». Beaucoup d'économistes oublient la deuxième partie.

Ainsi, autant l'augmentation de la masse monétaire, ce que l'on appelle communément la « planche à billets », peut provoquer de l'inflation, autant la capacité à produire des biens et services est tout aussi importante. En réalité, injecter de la monnaie n'est pas obligatoirement inflationniste, cela dépendra de ce qu'elle stimule.

Cette crise inflationniste sera peut-être l'occasion de changer le dogme bancaire alors que le monétarisme des années 80 – qui prêchait le laisser-faire et le contrôle monétaire uniquement via les taux des banques centrales – ne semble pas plus à même de dompter les chocs énergétiques. ■





**ALAIN VESTIR**  
chargé de relations  
éthiques

# Airbus ne dérespecte pas le droit humanitaire

**Mesdames et Messieurs de Financité**, selon vous, on ne pourrait pas investir dans Airbus lorsque l'on développe un fonds « socialement responsable ». Il faudrait vraiment que vos analystes qui se placent en gardien-ne-s de l'éthique apprennent à regarder plus loin que le bout de leur nez.

— Nombreux sont les fonds d'investissement qui ont compris les réels enjeux des activités d'Airbus. Certes, il aura fallu une invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais les gestionnaires comprennent désormais qu'une société active dans l'armement n'est pas nécessairement irresponsable.

Depuis des années, votre travail consiste à dire qu'il n'est pas socialement responsable d'investir dans Airbus sous prétexte que la société est impliquée dans les armes nucléaires. Or, Airbus n'est pas juste active dans le secteur aéronautique et spatial civil et militaire. Elle est pionnière dans l'innovation et les nouvelles technologies. Ses produits rapprochent les gens et permettent de préserver notre monde pour les générations futures.

Concernant la défense, les produits d'Airbus aident les pays à protéger leurs citoyen-ne-s. La sécurité n'est-elle pas une condition indispensable pour la paix, la démocratie et le développement économique ? Airbus fabrique des hélicoptères et des avions qui permettent aux nations de protéger leur espace aérien et répondre aux catastrophes naturelles.

Les auteur-riche-s du rapport « Don't bank the bomb », que vous citez, épinglent systématiquement Airbus sous prétexte qu'il est le fournisseur exclusif des missiles balistiques utilisés dans l'arsenal nucléaire français via ses participations dans les joints-ventures ArianeGroup et MBDA. La première est soi-disant responsable des missiles du sous-marin M51 alors qu'elle ne couvre que la conception et le développement de ceux-ci. La seconde fournit l'arsenal nucléaire français, mais uniquement dans le but de préserver la paix.

Regardez la banque suédoise Seb début mars. Celle-ci a à nouveau autorisé l'investissement dans le secteur de la défense pour six de ses fonds. Il s'agit pour elle de « soutenir et défendre la démocratie, la liberté, la stabilité et les droits humains ».

Mesdames et messieurs de Financité, je vous invite donc à revoir votre position sur l'investissement dans l'armement dans les fonds socialement responsables. Et au passage, de sortir également Airbus de votre liste noire d'investissement pour non-respect du droit de la gouvernance. Cette histoire de corruption et violations présumées de la loi sur le contrôle des exportations d'armes est un malentendu. La société a déjà accepté de verser près de 4 milliards de dollars aux autorités américaines, françaises et du Royaume-Uni pour mettre cette histoire derrière elle. ■



## Que fait Financité ?

N'en déplaise à notre correspondant **imaginaire**, Financité publie le rapport sur l'investissement socialement responsable (ISR) qui dresse un état des lieux du marché de l'ISR en Belgique. Financité développe également une liste noire, qui reprend les États ou entreprises qui ne respectent pas les principes contenus dans les conventions internationales ratifiées par la Belgique ainsi que trois listes thématiques (nucléaire, armement et activités climaticides).

Airbus est épinglé pour non-respect du droit humanitaire (s'abstenir de transférer à qui que ce soit des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, d'encourager, ou inciter un autre État à en fabriquer ou en acquérir) ainsi que du droit de la gouvernance (corruption).

Le groupe est présent dans 9 fonds autoproclamés « socialement responsables » commercialisés en Belgique fin 2020.



## Les prix de l'énergie

**Chère Tante Oseille**, tout le monde le sait et on le dit partout : le coût de l'énergie augmente beaucoup. J'ai vraiment peur de ne plus savoir payer mes factures d'électricité et je ne sais même pas de combien elles vont augmenter. Que faire ?

### Tante Oseille vous répond

— En effet, les prix de l'énergie ont déjà augmenté et il est fort probable que ce ne soit qu'un début. Concentrons-nous déjà sur l'électricité, car le chauffage peut aussi bien fonctionner au gaz, qu'au mazout, au charbon ou au bois. Chaque marché est différent même si le gaz de ville fonctionne plus ou moins de la même façon que l'électricité.

La plupart des ménages disposent d'un compteur électrique directement raccordé au secteur. Dans le boîtier par lequel passe l'électricité qui entre dans la maison, il y a un compteur dont les chiffres tournent lorsque l'on consomme. Une fois par an, vous devez communiquer ces chiffres au gestionnaire de réseau. Un-e technicien-ne passe chez vous ou, si vous n'êtes pas là, il vous est demandé d'afficher un document à votre fenêtre avec votre indice ou de le communiquer par téléphone ou par mail. C'est important de le faire pour rester au plus près de votre réalité de consommation. Tricher en rentrant un indice moins élevé n'est jamais une bonne idée, car, tôt ou tard, il faudra bien payer le tout.

Il faut bien avoir en tête que vous avez à faire à deux sociétés différentes. La première gère la distribution. Elle achemine l'électricité jusqu'à chez vous et elle s'occupe de votre compteur. C'est à elle que vous communiquez les relevés d'indice. Une fois par an, cette société envoie alors ce chiffre au fournisseur d'électricité, c'est-à-dire à une autre société qui vous vend l'électricité. C'est à elle que vous payez les factures qui vous sont adressées.

Pour ne pas que vous ayez trop à payer en un seul coup, votre fournisseur vous propose de payer des acomptes chaque mois. En fin d'année, en fonction

du relevé d'index soit vous payez un supplément si vos acomptes ne sont pas suffisants, soit vous retouchez si vous avez trop payé. Mais il y a un élément supplémentaire qui vient encore compliquer la situation : le prix de ce que vous avez consommé peut augmenter et c'est le cas pour l'instant. Cette augmentation vous sera appliquée tout de suite si vous avez signé un contrat à prix variable. Vous pouvez prendre les devants en augmentant votre acompte mensuel pour éviter une grosse facture lors du relevé. Si vous avez signé un contrat avec un prix fixe, il faut aller voir votre document pour savoir quand le contrat prend fin. Faites bien attention à l'échéance, mais pour la durée de ce contrat, vous n'aurez pas à vous soucier de l'augmentation du prix de l'énergie. Rien ne sert non plus d'augmenter votre acompte en prévision.

### Pour ne pas que vous ayez trop à payer en un seul coup, votre fournisseur vous propose de payer des acomptes chaque mois.

Si vous avez de gros retards de paiements, votre fournisseur d'électricité peut donner l'ordre au gestionnaire de distribution de vous installer un « compteur à budget ». Vous ne pouvez pas le refuser et cette installation est gratuite. Vous devrez alors recharger une carte (mettre de l'argent dessus) et l'introduire dans votre compteur. Vous payez ainsi à l'avance et vous pouvez contrôler votre consommation. Cela vous oblige à consommer un minimum. Au fond, c'est certainement une façon de maîtriser un peu ses factures. En outre, on peut aussi s'engager dans cette chasse aux économies d'énergie sans attendre d'être contraints par le compteur à budget. ■

## Que fait Financité ?

Que l'on ait des sous ou pas, aborder les questions d'argent est souvent gênant. Pour en parler facilement, Financité a créé les groupes « Pigné, pas pigeons ! » qui proposent aux participant-e-s d'apprendre à piloter leurs factures.

PLUS D'INFORMATIONS :  
[WWW.FINANCITE.BE/GROUPES-DE-MICRO-EPARGNE](http://WWW.FINANCITE.BE/GROUPES-DE-MICRO-EPARGNE)



# Quand on s'aime on compte

Comment partager les dépenses de manière équitable lorsque les revenus sont inégaux ? Plusieurs outils existent.

Morgane Rigaux et Joëlle Tetart

Lorsque l'on parle d'économie, on imagine souvent des graphiques, des salles de marché financier, des cours de bourse. En réalité, lorsque l'on décide d'inviter son-sa partenaire au restaurant, ou de lui préparer un dîner aux chandelles, on participe aussi à une économie. Celle du ménage.

Cette branche de l'économie analyse les aspects matériels de la vie familiale en étudiant les revenus et la consommation des ménages. Elle se penche également sur la façon dont les ressources économiques, comme le temps et l'argent, sont répartis au sein des ménages et sur les décisions importantes telles que le mariage, le divorce et le fait d'avoir (ou non) des enfants.

On peut retracer son origine dans les travaux pionniers des économistes Elizabeth Ellis Hoyt, Hazel Kyrk et Margaret Reid, publiés dans les années 1920-30. À l'époque, la pensée économique dominante exclut la sphère familiale de l'économie de marché. Margaret Reid souligne alors l'importance de considérer que le travail domestique, tout comme le travail salarié, produit de la valeur économique afin de mesurer l'ampleur de la contribution des femmes au produit intérieur brut et de mieux comprendre les enjeux de leur participation au marché du travail.

Ces travaux ont souvent été oubliés au profit de ceux publiés à partir des années 60 par l'économiste Gary Becker. Sa vision diffère fondamentalement de celle de Margaret Reid en ce qu'il suppose que les membres d'un ménage divisent leur temps entre le travail rémunéré, producteur de valeur économique, et la consommation. Par conséquent, l'ensemble du travail domestique, parce qu'il est gratuit, appartient à la deuxième catégorie et ne produit donc pas de valeur économique. Le travail domestique n'étant pas valorisé, il n'est pas mis sur un pied d'égalité avec le

travail rémunéré. Or, au sein des couples, la majorité du travail domestique et du soin des enfants est encore toujours réalisée par les femmes.

Par ailleurs, selon de nombreuses chercheuses, il n'est ni pertinent ni réaliste de continuer à utiliser le ménage comme unité d'analyse, parce que cela dissimule des inégalités économiques et financières profondes. Ce terme, loin d'être neutre, sert en réalité de « cache-sexe » à la pauvreté individuelle des femmes au sein du ménage.

## Une répartition inégale

Les statistiques montrent une inégalité genrée dans le temps de travail rémunéré, les revenus, la capacité d'épargne et les types de dépenses à valoriser en cas de séparation (une dépense individuelle ou une dépense faite pour le ménage). Dans plus de 40 % des couples, les femmes sont en situation de dépendance financière par rapport à leur partenaire. Ce manque de ressources financières propres conduit certaines femmes à se retrouver dans l'impossibilité de pouvoir quitter leur ménage.

## Certaines femmes voient une revendication féministe dans le fait de diviser systématiquement les dépenses 50-50.

Comment peut-on partager les dépenses de manière équitable lorsque les revenus sont inégaux ? Le journal l'Echo a mené un sondage en 2015 pour comprendre comment les ménages belges organisaient le partage de leurs dépenses courantes. Il en ressort que 28 % des couples divisent leur dépenses 50-50 et 21 % au prorata de leurs revenus. Dans 37 % des couples, les dépenses sont partagées au cas par cas et dans les derniers 14 %, c'est un-e des deux conjoint-es qui paie tout. Certaines femmes voient une revendication féministe dans le fait de diviser systématiquement les dépenses 50-50. Elles souhaitent ainsi se comporter comme l'égal de leur conjoint, bien qu'elles ne le soient pas nécessairement dans leur situation financière. Une autre motivation pour ce type de partage repose sur l'horizon possible d'une séparation. Dans cette optique, les partenaires choisissent cette répartition pour ne pas se sentir lésé-e-s au moment de la rupture. Les couples cohabitants (légaux et de fait) sont 44 % à adopter ce partage 50-50, contre 20 % pour les couples mariés.



## DES OUTILS POUR TENDRE VERS UN MÉNAGE PLUS ÉQUITABLE

L'application Maydée APP permet d'encoder le temps passé à chacune des tâches : courses, cuisine, vaisselle, linge, soins enfants, trajets enfants, administratif, etc. Une fonction « balance » indique ensuite le temps que chaque conjoint-e a passé à effectuer telle ou telle tâche et les totaux de temps de travail domestique et de soin par partenaire. Fin 2020, l'application comptait 8 707 créations de comptes. 72 % des utilisateur-ices de l'application étaient des femmes.

Un autre outil intéressant est le jeu d'éducation permanente développé par la CEPAG, AFICo et la FGTB Namur intitulé « Tâches ménagères, gestion et éducation, un outil pour un partage égalitaire des tâches » qui sert de base chiffrée pour calculer les différences de temps passées entre les membres du ménage.

Dans Tricount, l'application calcule combien chaque participant-e doit à en fonction des dépenses, pour qui et par qui elle a été payée. Une fonction premium permet de générer une balance des dépenses selon d'autres clés de répartition que le 50/50 de la fonction gratuite. Dans l'application Splid, la part de la dépense peut être calculée en pourcentage. ■

## La dette féminine

Une alternative consiste à ce que chaque partenaire contribue au prorata de son revenu. Les femmes ayant un plus petit revenu que leur conjoint dans la majorité des couples, ce dernier doit prendre en charge une part plus grande des dépenses communes pour combler cet écart. Dans ce cas, la sociologue Caroline Henchoz explique qu'on assiste à une situation de « créance masculine » et une « dette féminine » qui entraîne un sentiment de gratitude que les femmes vont manifester de plusieurs manières. Certaines d'entre elles vont se montrer plus indulgentes envers leur conjoint en le laissant décider d'un certain nombre de dépenses, ou d'autres vont prendre davantage de tâches domestiques à leur charge.

Les travaux de Caroline Henchoz se sont penchés sur la vision discordante de l'amour et de la tenue de comptes. Le « calcul interpersonnel » est souvent rejeté car considéré comme « contraire à l'idéal amoureux ». Le processus de décision du partage des dépenses communes est d'ailleurs, pour la plupart des couples, effectué lors d'une conversation sur un coin de table, le plus rapidement possible, pour éviter toute sorte de conflit ou de négociation. Afin de se protéger mutuellement, éviter de placer un-e conjoint-e dans une situation financière fragile et réduire les écarts de richesses, il faut pourtant encourager de vraies « rendez-vous comptabilité » en couple ou des réunions sur la répartition du travail domestique. ■

POUR ALLER PLUS LOIN : « QUAND ON S'AIME ON COMPTE », MORGANE RIGAUX ET JOËLLE TETART, AVRIL 2022, DISPONIBLE SUR WWW.FINANCITE.BE

# Relocaliser ou solidariser

Suite à la crise sanitaire et l'invasion russe en Ukraine, nombreux-euses ont été ceux-celles qui ont appelé à la relocalisation de la production de biens ou parfois à la « démondialisation ».

Valéry Paternotte

Nous avons été nombreux-euses à l'écrire et bien davantage encore à le constater : la pandémie, le confinement et les sanctions européennes contre la Russie nous ont permis de réaliser à quel point nos économies et nos sociétés étaient fragiles. On entend désormais fréquemment parler du peu d'autonomie et de résilience en termes de production ou même de sécurité d'approvisionnement pour nombre de biens absolument essentiels voire vitaux : médicaments et matériel médical, alimentation ou énergie.



© Anna Shvets - Pexels

La réaction, couvrant un très large spectre politique, a donc été d'en appeler à une relocalisation ou, parfois aussi, à la « démondialisation », dans le sens d'une moindre interconnexion et donc de dépendance vis-à-vis de productions lointaines.

Évacuons d'emblée la question du café, du cacao et des bananes. Rares sont en effet ceux-celles qui prônent un renoncement total et systématique aux produits difficilement cultivables dans nos contrées. La notion de circuits courts, de réduction du nombre d'intermédiaires et de juste rémunération des producteurs-rice-s devient alors primordiale. Et si l'on ne peut pas cultiver le caféier en Belgique, rien n'empêche de créer une coopérative entre producteur-rice-s d'arabica guatémaltèques et consommateur-rice-s belges. La question de la relocalisation porte bien sur ce qui peut être relocalisé.

## Quelques avantages

Le premier avantage d'une (re)localisation découle directement de ce qui nous a fait prendre conscience de la fragilité de nos économies et nous apporterait (plus de) résilience, d'autonomie, de souveraineté ou encore de sécurité d'approvisionnement. Une production locale devrait naturellement favoriser l'emploi local (et idéalement l'inclusion sociale) et par conséquent générer des retombées économiques pour la région, y compris en termes de finances publiques.

De façon moins mécanique, mais non moins significative, la relocalisation peut s'accompagner d'une réflexion sur les modes de production-consommation : ne pas se contenter de rapatrier une production aujourd'hui délocalisée mais saisir l'occasion de remettre en question l'organisation de la filière car quitte à réorganiser, pourquoi ne pas le refaire ici, mais en mieux ?

Bien sûr, relocaliser ne se fait pas toujours à la même échelle géographique. Si une brasserie peut avoir pour ambition de rester dans un rayon de 20 km, c'est parfois plus difficile pour la distribution d'énergie renouvelable ou un atelier de confection de masques chirurgicaux.

## Une question de pouvoir

Plus qu'une question de logistique, c'est souvent une question de mécanismes de domination contre le partage du pouvoir. Le pouvoir de ne pas subir de domination ou d'exploitation pour commencer, le pouvoir de décider que et comment le produire, celui de contrôler ou d'affecter les bénéficiaires : au développement de l'entreprise, au bien-être de ses employé-e-s, à l'inclusion sociale ou encore à l'économie locale.

## Plus qu'une question de logistique, c'est souvent une question de mécanismes de domination contre le partage du pouvoir.

Selon l'Observatoire des multinationales, il y aurait par exemple en France 6 enseignes de distribution qui se partagent 92 % du marché, 353 entreprises de l'agro-alimentaire qui se partagent 60 % de la production, pour un total de 462 000 agriculteur-rices et plus de 67 millions de consommateur-rices. Il est aisé, à partir de ces données, d'imaginer qui a le plus de poids dans le contrôle de la chaîne de production. Le minimum serait donc de ne pas renforcer la position dominante de ces acteurs dont le rôle potentiellement néfaste a maintes fois été démontré.

C'est à la limite une tautologie : pour repenser le système, il faut se fixer des objectifs qui ne reproduisent pas le statu quo et, en particulier, la logique du calcul de rentabilité économique et financière.

## Solidarité et coopération

Dans nos études de cas<sup>1</sup>, nous avons constaté les avantages de la mutualisation. Une coopérative brassicole pouvait par exemple coopérer en mettant à la disposition d'autres brasseur-euse-s son matériel, en s'installant à proximité d'une unité de production de bioénergie ou encore en coopérant pour se doter d'outils de financement mutualisés. Cette nécessaire coopération est aussi au cœur d'un article de Mediapart<sup>2</sup> sur l'ambiguïté du terme de « souveraineté », et selon laquelle « il existe une tension entre la volonté légitime de disposer sur son sol d'équipements stratégiques et d'un système de santé bien pourvus, et la tentation de s'exonérer de dispositifs de coopération vitaux pour faire face à une pandémie ». Pour Olivier Nay, une lecture maximaliste de la souveraineté pourrait s'avérer dangereuse si elle empêche l'émergence de régimes internationaux

## TOUT CELA AURAIT UN COÛT

Si l'on en croit le chiffre de l'économiste Patrick Artus, « se prive[r] complètement des délocalisations vers les pays émergents [...] réduirait de 4 % le pouvoir d'achat des Européen-ne-s ». Certes, le budget de certain-e-s de nos concitoyen-ne-s est serré et une réduction ne serait-ce que de 4 % de leur pouvoir d'achat ne serait nullement bienvenue, mais on est loin d'un scénario catastrophe.

Signalons toutefois que d'autres chiffres sont moins encourageants. Notamment celui cité dans le reportage de France Télévisions, selon lequel une même chaussure (de la marque Le coq sportif en l'occurrence) représenterait 20 euros en main d'œuvre française contre 2 dollars en Asie. À l'inverse et de façon tout aussi anecdotique, dans un article publié sur le site du Figaro, une startup ajoute à la liste des avantages pour une entreprise ayant relocalisé sur plusieurs sites de production en France la simplification et une économie sur les coûts de transports. Même si les coûts de production sont au total un peu plus élevés, le groupe n'a même pas dû revoir le prix de vente.

Combinés au fait que dans beaucoup de productions (l'automobile par exemple) le coût de la main-d'œuvre ne représente que 10 à 20 % du coût de production, ces rares chiffres sembleraient indiquer que relocaliser aurait un coût supportable. Qui plus est, on n'inclut ici même pas les externalités environnementales<sup>3</sup>, ce que tout calcul économique « rationnel » se devrait de faire. ■

3. Voir « Pour changer la finance, apprendre à compter : les externalités », analyse Financité, disponible sur [www.financite.be](http://www.financite.be)

concernant le climat, la biodiversité ou la santé, avec des organisations dotées de moyens contraignants pour en faire respecter les règles. Dans le cadre du commerce international, il s'agirait d'échanger non pas simplement parce que l'on bénéficierait d'avantages absolus ou comparatifs, mais parce que la solidarité (ou la résilience, ou le bien commun) l'exige ou le recommande.

Évaluer une production économique à l'aune de son utilité sociale (et non à celle de sa seule rentabilité financière) et traduire les principes de solidarité et de coopération en lignes de conduite directement applicables : ce détour par la relocalisation ne nous amène-t-elle pas une fois de plus à promouvoir l'économie sociale et la finance solidaire ? Et à soutenir les multiples initiatives locales, qui vont de l'éolienne citoyenne au supermarché coopératif en passant par l'achat de bois (ou de serveurs informatiques) par des collectifs pour en refaire des biens communs. Tout simplement ? ■

1. Voir « Relocaliser la production énergétique » et « Relocaliser la filière brassicole », analyses Financité, disponibles sur [www.financite.be](http://www.financite.be)

2. La «souveraineté», nouveau mot-valise du champ politique, par Fabien Escalona, article publié le mardi 5 mai 2020

POUR ALLER PLUS LOIN : « RELOCALISER OU SOLIDARISER », PAR VALÉRY PATERNOTTE, DISPONIBLE SUR [WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE)



# 50 nuances de finances

Face à une diversité de la pensée économique très limitée dans les médias, les membres d'un groupe de réflexion sur le rôle de la Banque centrale européenne ont décidé d'agir.

Didier Palange

Commençons par nous réjouir du fait que la presse, mais aussi la littérature, parle de plus en plus d'économie et de finance et des implications sur le quotidien des gens. Néanmoins, si de nombreuses productions ont des portées pédagogiques vers le public non initié, cette visibilité des questions économiques est aussi une belle opportunité pour ancrer la pensée « mainstream »<sup>1</sup> en diffusant des croyances économiques présentées comme des lois scientifiques ou des évidences naturelles jamais remises en cause. Bien entendu, les diverses conférences-débat permettent au public déjà sensibilisé ou intéressé de se faire un avis sur les différentes « écoles de pensées économiques ». Mais dans le cas de la presse, un tel échange est plus difficile bien que tout aussi nécessaire.

## Le manque de nuance dans un magazine économique largement diffusé fait immédiatement réagir le groupe citoyen.

Dans un magazine de Trends-Tendance paru en janvier<sup>2</sup>, Philippe Ledent (économiste chez ING et chargé de cours invité à l'UCLouvain) s'interroge sur la relative absence d'inquiétude de l'opinion publique et politique face à l'augmentation du déficit public. Celui-ci est estimé respectivement par la Commission Européenne et la Banque nationale de Belgique à 5,1 ou 4,2 % du Produit intérieur brut.

L'article, en essence, développe l'idée qu'après les efforts importants consentis par les pouvoirs publics afin de maintenir l'économie à flot pendant la période de la crise sanitaire, le déficit des finances publiques allait inévitablement nous conduire à la nécessité d'un assainissement de ces finances publiques. Cela passera par une réduction des dépenses de l'État, une augmentation des impôts, ou une combinaison des deux. L'article se terminait en disant que les dépenses supplémentaires d'aujourd'hui n'étaient rien d'autre qu'un impôt de demain.

Le manque de nuance de ces propos au sein même d'un magazine économique et financier comme Trends-Tendance a fait immédiatement réagir le groupe citoyen « Plans B pour la BCE »<sup>3</sup> qui travaille depuis plus d'un an et demi sur le rôle de la Banque centrale et sur les questions de politiques monétaires. Cela intègre évidemment de nombreuses réflexions sur la dette, le Produit intérieur brut, mais aussi les investissements publics.

Le groupe en est persuadé : l'article simplifie et noircit la situation. Il décide de se mobiliser en exerçant non pas un droit de réponse mais un droit de « nuances » et écrit directement à l'économiste, qui leur répond. Les membres souhaitent pratiquer un lobbying « par le bas » en réagissant collectivement en tant que lecteur-ice-s auprès des journalistes et/ou les personnes interviewées dont les propos sont discutables en matière d'économie et de finance. Attention on vous regarde ! ■

1. Nous entendons par « mainstream » en pensée reflétant la pensée dominante.
2. « Le citoyen en veut-il au contribuable », Philippe Ledent, Trends-Tendance du 27 janvier 2022, p. 13.
3. Découvrez les objectifs de ce groupe « Plans B pour la BCE » via l'agenda Financité qui diffuse les dates de leurs réunions.

© Daria Obymaha - Pexels



## « PEUT-ÊTRE QUE LES ÉCONOMISTES RÉFLÉCHISSENT TOUJOURS AVEC UN TEMPS DE RETARD »

Économiste de formation, Jean-Pierre participe au groupe de réflexion « Plan B pour la BCE » qui a pour but d'informer sur le rôle de la Banque centrale.

Qu'est-ce qui a provoqué la lettre adressée à l'auteur de l'article ?

Il présente les choses d'une manière trop simple. Contrairement à ce qui est dit dans l'article, d'autres pays ont un déficit public bien plus élevé que la Belgique. Et en mettant l'accent sur le déficit, il oublie surtout de dire que l'État emprunte pour rembourser d'anciens emprunts. Il y a 15 ans, la Belgique payait des intérêts sur sa dette pour un montant équivalent à 4 % de son Produit intérieur brut. Aujourd'hui, ce chiffre est de 2 %. Oui, le traité de Maastricht impose aux États de réduire leur déficit public, mais on pourrait aussi profiter de ces taux d'intérêt encore très bas pour emprunter et investir dans cette fameuse transition écologique et énergétique. Il aurait fallu élargir le propos.



JEAN-PIERRE SMIT

Vous vous attendiez à avoir une réponse, y compris avec des contre-arguments, de sa part ?

Nous étions agréablement surpris de sa réponse. Il donne des chiffres et il a raison dans le sens où il se limite au cadre juridique actuel. C'est l'enseignement qui est encore majoritairement donné dans les universités et qui a nourri la plupart des économistes. Effectivement, on nous a lessivé avec le fait que l'État devait avoir des finances publiques à l'équilibre sauf quand la conjoncture va mal. C'est l'enseignement de base, mais on oublie certaines choses. D'abord les investissements publics ont un effet multiplicateur. Quand on investit, cela a des effets positifs pour l'ensemble des citoyens et citoyennes et aussi amène des recettes complémentaires pour l'État. Ces derniers temps les pouvoirs publics ont pris pas mal de libertés avec ces théories classiques. C'est la même chose pour la Banque centrale européenne. Avec la crise des dettes souveraines, elle est sortie des sentiers battus en mettant en place d'autres outils pour faciliter les emprunts des États.

L'auteur vous a répondu que vos points de vue alternatifs sont plus une décision politique qu'une décision guidée par la rationalité économique. Qu'est-ce que cela t'inspire ?

Je ne veux pas faire un procès d'intention, mais on a parfois l'impression d'une attaque coordonnée des économistes classiques. En quelques mois, plusieurs sorties allaient dans le même sens comme s'ils n'avaient pas envie de parler d'autre chose. Peut-être que toute la classe des économistes réfléchit toujours avec un peu de retard. La crise de 2008, peu l'ont vu venir, tout comme la crise des monnaies asiatiques en 1998. Il y a un peu une faillite de l'ensemble de la profession des économistes à quelques exceptions près qui sont rarement écoutées. J'ai l'impression que c'est ce qui se produit aujourd'hui. Nous proposons de réfléchir à des solutions prônées par un certain nombre d'institutions, comme l'annulation de la dette achetée par la BCE. Pour lire ces paroles différentes dans les médias, il n'y a pas de solution miracle. Il faut que les journaux ouvrent plus leurs colonnes à d'autres têtes et aux débats contradictoires. Il faudrait multiplier les interventions des économistes qui ont des idées novatrices. C'est un travail de longue haleine. ■

## BRUXELLES

# Des briques solides

## F'in Common, pour une économie sociale solide

Si vous lisez régulièrement notre magazine, vous savez que la finance est un instrument puissant pour révolutionner notre société. Mais pour cela, il faut que la finance elle-même se transforme pour se mettre au service de tou-te-s. F'in Common, la coopérative de financement de l'économie sociale, participe à cette transformation. Fondée en 2018, par 31 entreprises issues de l'économie sociale, elle a pour objectif de financer des entreprises qui sont au service d'une société plus juste et durable.

Mais pourquoi financer uniquement les entreprises issues de ce secteur ? Pour Charline Provost, directrice de F'in Common, « il est vraiment nécessaire que l'écosystème de l'économie sociale se reconnecte et se soutienne mutuellement pour être plus solide, plus robuste à long terme. » Le but est de donner du poids à l'économie sociale sur le grand échiquier de notre société. Les défis auxquels doit faire face la société actuelle exige des réponses à leur hauteur. Financer des projets et des entreprises qui mettent l'humain au centre de leurs activités fait partie de la solution.

La principale source de financement de la coopérative consiste à lever du capital auprès des citoyen-ne-s et des entreprises. En prenant des parts dans F'in Common, les investisseurs et investisseuses soutiennent plusieurs entreprises. L'argent est mis dans un pot commun qui sert à octroyer des crédits. Dernier exemple en date, une ligne de crédit de plus de 1,3 million d'euros cofinancée par W.Alter et NewB octroyée à la coopérative immobilière sociale Les Tournières. Les investissements dans F'in Common se font à partir de 100 euros (maximum 1 000 euros) et sont possibles toute l'année.

WWW.FINCOMMON.COOP



## Fair Ground Brussels, une ville accessible à toutes et tous

L'immobilier social, c'est donner accès au plus grand nombre à des logements décentes. Un défi difficile à relever, surtout dans les grandes villes. Entre l'appauvrissement de la population et l'augmentation du coût du logement, il est souvent de plus en plus difficile pour les Bruxellois-es de se loger dignement.

Fair Ground Brussels est une coopérative fondée par plusieurs associations actives dans le secteur du logement bruxellois et qui répond à ce défi. Elle se donne pour mission de transformer la ville, brique par brique, pour qu'elle soit accessible à toutes et tous. Elle permet aux ménages et aux personnes à faibles revenus de louer ou acheter des logements tout en luttant contre le sans-abrisme en mettant des logements à disposition des personnes les plus précarisées, qui seront accompagnées dans leur projet de réinsertion. Elle crée également des espaces d'équipements collectifs pour accueillir des initiatives sociales, culturelles et d'économie sociale.

Pour financer ses projets, Fair Ground a levé de l'argent grâce à l'émission d'obligations couplée d'un prêt proxi. Aujourd'hui elle se tourne vers les parts de coopérative. Le but ? Diversifier les sources de financement afin de pouvoir augmenter les chances de réalisation d'un projet aussi ambitieux que celui-ci et d'autre part, de limiter une dépendance trop grande vis-à-vis d'une unique source de financement.

HTTPS://FAIRGROUND.BRUSSELS/



## WALLONIE

# Une tête et une terre durables



## Tool2Care, pour améliorer les soins en psychologie et logopédie

Depuis 2019 en Belgique, la « loi qualité » vise la mise en place de soins de qualité pour tou-te-s les patient-e-s. C'est dans cet objectif que les psychologues et logopèdes font régulièrement passer des évaluations à leurs patient-e-s afin de valider objectivement un diagnostic ou l'efficacité d'un traitement.

Mais comment être sûr de la conclusion d'une évaluation si on ne connaît pas l'efficacité de l'outil. Le score obtenu est-il le fruit du hasard ou le reflet précis des difficultés de la personne ? Comment les psychologues et logopèdes peuvent-ils-elles s'assurer de la qualité de leur outil d'évaluation ? Et comment un nouvel outil d'évaluation peut-il efficacement se faire connaître auprès des psychologues et logopèdes ?

C'est pour répondre à toutes ces questions que Tool2Care a été développé en 2019. Son but est d'inventorier les outils d'évaluation qui existent en psychologie et en logopédie et les travaux scientifiques qui ont permis de les valider ou de les invalider. Dans une approche open science, de nombreux scientifiques offrent également un accès gratuit à plusieurs centaines d'outils qui sont directement accessibles via l'inventaire.

La coopérative est constituée de clinicien-ne-s, de chercheur-euse-s et toutes les personnes qui souhaitent soutenir une amélioration des soins en psychologie et logopédie.

Pour créer la coopérative, finaliser la plateforme et continuer à alimenter la base de données avec des outils d'évaluation supplémentaires, Tool2Care doit réunir un minimum de 100 000 euros d'ici fin juillet.

WWW.TOOL2CARE.ORG

## Libramont Cooperalia, vitrine d'une agriculture locale, nourricière, circulaire et autonome



Face aux enjeux climatiques, aux crises énergétique et alimentaire auxquelles nous devons faire face, l'importance d'avoir une agriculture durable en Europe se fait plus que jamais ressentir.

Libramont Cooperalia est l'organisatrice du plus grand événement agricole de Belgique, la Foire de Libramont. Elle a désormais un nouvel objectif : faire de cet événement la foire agricole la plus durable d'Europe.

Cela fait bientôt 100 ans que la Foire de Libramont accompagne et connecte les acteur-ric-e-s du monde agricole, forestier et rural. Elle est à la fois une vitrine, un lieu d'inspiration et un lieu d'échanges de pratiques, de débats et de sensibilisation.

Aujourd'hui, en devenant une coopérative, elle souhaite plus que jamais se mettre entre les mains des agriculteurs et des agricultrices, mais aussi de toutes celles et ceux qui les représentent et les soutiennent, les consommateur-ric-e-s, les ONG, les chercheur-euse-s, etc.

Elle ouvre donc son capital à celles et ceux qui sont convaincu-e-s que l'agriculture peut être une réponse aux enjeux climatiques.

WWW.LIBRAMONTCOOP.COM

Toutes les entreprises présentées sont labellisées Finance solidaire, et garantissent une plus-value sociale et environnementale pour vos investissements.

RETROUVEZ-LES SUR : LABELFINANCESOLIDAIRE.BE



ET AILLEURS

# Gagnant-gagnant pour la finance solidaire

## EN FLANDRE, L'ACTIONNARIAT AMICAL

Danaé List

De l'autre côté de la frontière linguistique, existe un système mis en place par le gouvernement flamand pour répondre aux besoins d'investissement des indépendant-e-s, microentreprises et PME établies dans la région. Il s'agit du prêt win-win (Winwinlening en néerlandais) et du mécanisme « Vriendenaandel » que l'on peut traduire par « actionnariat d'ami-e-s ». Ces deux mécanismes ont pour objectif de favoriser l'investissement dans son entreprise par les particuliers, membres de sa famille ou ami-e-s.

La crise sanitaire étant passée par là, le prêt win-win s'est assoupli pour permettre aux particuliers flamands d'investir davantage et diriger ainsi l'argent des citoyens et citoyennes vers l'économie réelle. Jusque-là, le plafond d'investissement était de 50 000 euros sur une durée de 8 ans. Désormais, le gouvernement flamand a levé ce plafond à 75 000 euros et permet au particulier de choisir la durée du prêt entre 5 et 10 ans.

Le montant maximum qu'une entreprise peut lever est quant à lui passé de 200 000 à 300 000 euros. Concernant les intérêts, ceux d'un prêt win-win conclu en 2022 peuvent se situer entre 0,75 % et 1,5 %.

Ce mécanisme intéressant a séduit de nombreux particuliers et de nombreuses entreprises en Flandre. En effet, en 2021 ce sont 8 665 prêts qui ont été contractés pour un total de 152 millions d'euros. Depuis son lancement, ce sont aussi 239 amis-actionnaires qui ont, via le « Vriendenaandel » investi pour un montant total de 656 000 euros.

Mais quel est le rapport avec la finance solidaire, me direz-vous ? En réalité, ce type de mécanisme peut s'adresser à tous types d'entreprise tant qu'elle ne dépassent pas le stade de la PME. Et parmi celles-ci, de nombreuses font partie de l'économie sociale. Le prêt win-win et le Vriendenaandel peuvent donc être éligibles au rang de mécanisme de finance solidaire.

À Bruxelles et en Wallonie, des systèmes similaires existent. Ils s'appellent respectivement « Prêt Proxi » et « Prêt Coup de pouce ». Tous deux remportent également un grand succès. ■

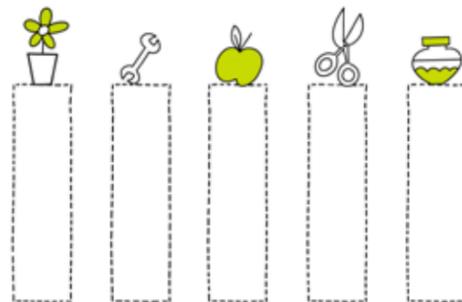
B

## Brusoc, des produits financiers qui font du bien

Filiale de finance & invest.brussels, Brusoc développe des produits financiers à destination des TPE, des personnes physiques et des entreprises sociales, coopératives et des encore certaines asbl. Son objectif est de favoriser une économie positive tout en participant à la création d'emplois durables, non-délocalisables et accessibles aux Bruxellois-es. Un exemple de produit financier développé par Brusoc est le prêt Proxi, équivalent du prêt win-win flamand.

En octroyant un prêt Proxi, un particulier peut bénéficier d'un avantage fiscal sous forme d'un crédit d'impôt annuel de 4 % les 3 premières années puis de 2,5 % les années restantes.

WWW.FINANCE.BRUSSELS



# Gérer une monnaie locale citoyenne : tout un métier !

Professionaliser la gestion quotidienne des groupes MLC pour permettre la pérennisation de leurs activités ? Le Carol'Or et la Zinne tentent leur chance.

Jonas Dembour



Depuis quelques mois, les volontaires du Carol'Or et de la Zinne ont la possibilité de se décharger d'une partie des tâches liées à la gestion quotidienne de leur ABSL suite à l'engagement de plusieurs salarié-e-s rendu possible grâce au soutien de la Ville de Charleroi et d'un subside de la Région Bruxelles-Capitale. Pour ces groupes, il s'agit là d'une aubaine. Ils pourront ainsi compter sur des professionnels pour des tâches comme la gestion comptable, la communication ou le démarchage de nouveaux prestataires. Néanmoins, devenir employeur constitue un sérieux challenge pour les bénévoles des groupes.

La professionnalisation de certaines tâches liées à la gestion journalière semble être une des voies à suivre pour pérenniser les activités des monnaies qui reposent jusqu'ici entiè-

rement sur les épaules de bénévoles. C'est d'ailleurs ce que montrent nombre d'expériences de monnaies citoyennes à travers le monde, notamment en France. En Belgique, on se penche sur cette question depuis plusieurs mois car certains groupes vivent actuellement des situations assez paradoxales lorsque d'une part, la taille croissante du réseau entraîne une charge de travail plus importante et de l'autre, le temps que les porteur-euse-s initiaux-ales du projet sont prêt-e-s à y consacrer diminue logiquement après plusieurs années d'implication intense. Dans ce cas, il est nécessaire de plancher sur un renfort ou un renouvellement de l'équipe de bénévoles ou bien la professionnalisation de certaines tâches en employant une ou plusieurs personnes.

## Une situation paradoxale, où des volontaires s'occupent du suivi des employé-e-s

Cette évolution pose évidemment la question des sources de financement qui sont généralement assez maigres du côté des groupes de monnaies citoyennes. Il y a vraisemblablement des systèmes mixtes à inventer. Car, même s'il est bien entendu essentiel pour les groupes de maintenir leur indépendance, il serait contreproductif de se passer, par principe, de subventions publiques qui permettent souvent d'accélérer le processus et de consolider leur notoriété. Par ailleurs, lorsque les pouvoirs publics initient des plans de relance qui s'appuient sur les monnaies locales, ils bénéficient des années de travail acharné

de volontaires engagé-e-s. Il semble dans ce cadre assez naturel que les administrations publiques leur renvoient l'ascenseur.

Pour l'heure, l'engagement de salarié-e-s implique la mise en place de nouveaux processus internes pour

le Carol'Or et la Zinne. Il y a dans les groupes des volontaires qui s'occupent spécifiquement du suivi des employé-e-s. Et puis, il y a également une relation de confiance qui doit se construire petit à petit. « Parfois, c'est plus simple de faire une tâche soi-même plutôt que demander et contrôler par après. Alors, on apprend aussi au fur et à mesure à collaborer », nous confie Colette, volontaire de la première heure au Carol'Or. Enfin, il est important pour ces groupes d'anticiper d'ores et déjà la période post-subsidie. « Se reposer à l'excès sur la présence des salarié-e-s pourrait nous mettre un sacré coup une fois que le subside arrivera à son terme » poursuit Colette.

Malgré des points d'attention à ne pas négliger, nous nous réjouissons de ces expériences de professionnalisation en espérant qu'elles s'avèreront concluantes et pourquoi pas... inspirantes. ■

## INNOVATION Les systèmes de paiements électroniques se simplifient grâce au E-Cube

Grâce à ce petit cube coloré, échanger électroniquement en monnaie locale citoyenne n'aura jamais été aussi facile.

Héloïse Rigot

Depuis plusieurs années, Financité apporte un soutien technique aux monnaies locales citoyennes et complémentaires qui désirent se digitaliser. Cependant, il fallait encore populariser ce nouveau moyen de paiement en le rendant plus accessible. C'est chose faite! Désormais, les utilisateur-ric-e-s peuvent régler leurs achats rapidement à l'aide de leur smartphone. Pour se faire, il suffit de scanner le QR code affiché chez le prestataire digitalisé-e. Cette opération lancera l'application et il suffira d'entrer le montant à payer pour effectuer la transaction.

Les paiements en monnaie locale citoyenne digitale présentent de nombreux avantages pour les prestataires. De plus grosses transactions et la capacité de les faire à distance, ils permettent également de toucher de nouveaux publics, plus jeunes ainsi que faciliter les transactions, et donc, la masse en circulation. Les cubes sont disponibles chez les prestataires des MLC suivantes : Yar, Carol'Or, Val'Heureux, Volti, Ropi, Ardoise.

Mais pas de panique si vous aimez les billets colorés, ce E-Cube, pour échange électronique, ne remplacera jamais les billets en circulation. ■



## PÉDAGOGIE Les monnaies citoyennes peuvent nous aider à choisir

Pour pouvoir intégrer le réseau d'une monnaie citoyenne, les commerces et prestataires de services sont scrutés à la lumière de la charte éthique établie par le groupe monnaie citoyenne porteur du projet.

Jonas Dombour

Si un commerce fait partie du réseau, c'est qu'il satisfait les critères éthiques de la charte élaborée par chacun des groupes monnaie citoyenne ou qu'il a entamé une démarche de transition. Cette charte est propre à chaque groupe et, de ce fait, varie d'une monnaie à l'autre, bien qu'allant dans la même direction.

Ce travail de sélection effectué par le groupe facilite la tâche des utilisateur-ric-es et commerçant-e-s car, en payant leurs achats en monnaie citoyenne, ils-elles ont la garantie que leur dépense bénéficiera à un commerce local et responsable puisque celui-ci répond de facto aux critères de la charte éthique. Le fait qu'un-e prestataire de services fasse partie du réseau de la monnaie sera un élément qui motivera le choix des consommateur-ric-es puisqu'ils-elles partagent des valeurs similaires. De plus, cela permet aux utilisateur-ric-es de découvrir des commerces qui partagent leurs valeurs. Les monnaies citoyennes constituent ainsi un outil d'aide à la décision pour les citoyen-ne-s désireux-euses de consommer de manière locale et responsable. ■



### HERVE Val'heureux Maison de tourisme du Pays de Herve

Véritable mine d'informations sur le patrimoine et le terroir, l'office propose des visites pour tous les goûts. Que vous soyez curieux, sportif ou gourmand, l'équipe se fera un grand plaisir de vous aiguiller pour une visite sur mesure. Et, une fois qu'elle sera terminée, le point de vente de la Maison vous permettra de repartir avec un souvenir, payé en Val'heureux bien sûr!

WWW.PAYSDEHERVE.BE  
Place de la Gare 1, 4650 Herve  
Tél. 087 69 31 70



### BRUXELLES Zinne Smala : resto & maraîchage

L'activité de l'un des plus vieux prestataires de la Zinne s'est agrandie. Si l'on pouvait d'ores et déjà profiter des délicieux légumes grâce à son champ à Anderlecht, on peut désormais les redécouvrir dans nos assiettes au nouveau restaurant de Smala. Ouvert tous les jours de semaine, Anaïs et Arth vous accueillent à bras ouverts, en salle ou au comptoir.

SMALA.BRUSSELS  
Chaussée de Waterloo 32,  
1060 Saint-Gilles  
Tél. 0487 54 78 02



### VIRTON Épi lorrain La ferme biodynamique d'Hamawé

Située au cœur de la Gaume, la ferme biodynamique d'Hamawé pratique l'agriculture biologique et biodynamique depuis 10 ans déjà. Des légumes de saison à la viande, en passant par la transformation laitière, Patrick Harnois régale sa clientèle toutes les semaines sur les marchés des environs ou directement à la ferme.

WWW.LAFERMEBIODEHAMAWE.BE  
Hamawé 1A, 6760 Ethe  
Tél. 0473 473 193



### TOURNAI Le Yar Ludorama

Acheter la presse avec des Yar? C'est possible grâce à la librairie Ludorama. Dans le centre commercial des Bastions, ce prestataire se démène pour faire connaître les monnaies locales citoyennes et leurs avantages, mais pas seulement. Il est également à votre disposition pour vous aider à trouver une idée de cadeau original, pour toutes les bourses, tous les âges et toutes les occasions.

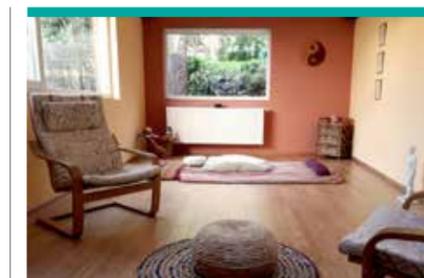
LUDORAMA.BE  
Boulevard Walter de Marvis, 22/31,  
7500 Tournai  
Tél. 069 23 41 76



### BRAINE-L'ALLEUD Brawette Mes cadeaux solidaires

Artisanat local, alimentation... en faisant vos emplettes cadeaux (ou plaisir) ici, vous permettez à l'asbl A Better world Belgium de soutenir des initiatives d'aide à des personnes et familles qui vivent dans la précarité et la pauvreté. Un chouette concept créé par deux frères qui partagent leur temps entre leurs études et la gestion du magasin et de l'association.

MESCADEAUXSOLIDAIRES.BE  
Place du Môle, 20 1420 Braine-L'Alleud  
Tél. 0491 76 30 13



### GEMBLoux Orno Espace Wakan

Vous souffrez de douleur ou de maladie chronique? Vous vivez une situation émotionnellement difficile? ... ou vous souhaitez simplement vous octroyer un moment de bien-être? Depuis 2014, l'Espace Wakan propose un accompagnement en shiatsu (acupression pour la santé physique, mentale et émotionnelle) ou en hypnothérapie, ainsi que divers ateliers.

WWW.ESPACE-WAKAN.BE  
Rue des Oies, 21 5030 Gembloux  
Tel : 0487 86 60 27

# → Qu'est-ce qui nous dit que **vous êtes impartial** ?

L'assemblée générale de Financité s'est déroulée le 21 mai au pays noir.

Une assemblée générale est le cœur d'une institution et particulièrement lorsque l'on est un mouvement citoyen qui prône la transparence et l'appropriation citoyenne. Mais sous les beaux discours, la réalité est souvent plus morne. En effet, les AG se résument régulièrement à une présentation des instances dirigeantes pour nous dire à quel point tout va bien.

C'est presque le cas à Financité ! En effet, tout va bien comme vous pouvez le découvrir dans le rapport d'activités qui présente le résumé de nos activités 2021 ainsi que l'état des lieux financier de l'asbl. Mais malgré ce contexte favorable, la quinzaine de membres ayant fait le déplacement en AG ont pris le rythme des échanges en main, interrompant régulièrement le ronron de la présentation. Ces interventions venant de la salle ont eu de nombreuses vertus.

D'abord pour clarifier certaines notions. En effet, sans être du chinois, certains concepts nécessitent un peu de vulgarisation afin de comprendre les présentations faites à la tribune par le co-directeur et la co-directrice de Financité. Par exemple, bien comprendre la différence entre le « bilan » de l'asbl (la photo de ses avoirs au 31/12) et le compte de résultat (le film des mouvements financiers sur 12 mois), mais aussi savoir ce qui se cache derrière le jargon comptable comme « les autres produits d'exploitation ». Chez Financité, ces derniers représentent les loyers perçus par Financité de la part de NewB qui occupe une partie de nos bureaux bruxellois. Il fallait le savoir.

Ensuite, des questions permettent de mieux comprendre certaines activités. Comment expliquer la forte réduction de « produits » financiers perçus en 2021 par rapport à 2020, s'interroge un membre. Cette ligne comptable est essentiellement composée de rentrées liées à l'activité « action en or », un projet en fin de vie depuis plusieurs années. Les rentrées se réduisent petit à petit, mais sans surprise ni mise à mal budgétaire.

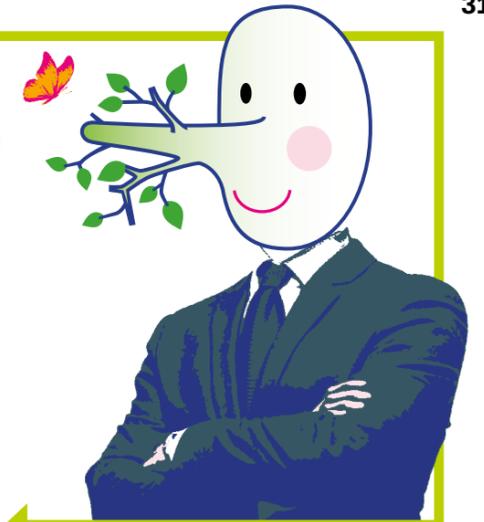
Enfin, d'autres questions plus surprenantes permettent d'ouvrir le débat, comme ce fût le cas pour le choix du réviseur au compte dont le mandat devait être renouvelé lors de cette AG de mai 2022. Sans détour et bien que le réviseur ait pris soin comme à son habitude de rappeler ses missions, celui-ci a été invité à s'expliquer sur les garanties d'impartialité en matière de vérification des comptes vu que c'est (comme partout) l'entreprise qu'il contrôle qui le paye. Et comme l'assemblée générale est souveraine, ce samedi, l'assistance a également demandé au réviseur de sortir afin de parler « entre membres » des honoraires pratiqués. Quelques échanges plus tard, le vote attestait de la reconduction du réviseur au compte en toute confiance vu les réponses apportées en séance.

Il nous faut aussi vous dire, au nom de toute l'équipe Financité, qu'en plus des vertus déjà évoquées, ces multiples interventions nous motivent encore plus pour 2022 afin de répondre aux besoins de Mr et Mme tout le monde de comprendre et de prendre part aux débats financiers. À Financité on se dit, on vous dit : rendez-vous à l'AG du 26 novembre 2022 ! ■



# Vrai ou **faux** vert ?

Quelques questions à poser à votre banquier·ère avant d'investir, exiger des réponses ou lancer la conversation avec votre entourage.



Placer son argent de façon durable devient un acte engagé à la mode. Peut-être faites-vous alors partie de ces personnes qui se sont ruées vers les fonds verts des banques, de plus en plus nombreux, pour sauver la planète ? Ou peut-être faites-vous plutôt partie des sceptiques. Placer son argent dans un produit bancaire éthique a énormément d'impacts, mais il est nécessaire d'agir en toute connaissance de cause car le greenwashing fait malheureusement partie de notre quotidien et les banques en usent également. Mais comment pouvons-nous faire pour ne pas se faire avoir et investir dans du « faux vert » ? C'est là que Financité intervient pour vous aider !

Avant tout, il existe sur notre site une base de données qui évalue la qualité des produits autoproclamés socialement responsables.

**N'HÉSITEZ PAS À Y FAIRE UN TOUR SUR [WWW.FINANCITE.BE/FR/PRODUITS-FINANCIERS](http://WWW.FINANCITE.BE/FR/PRODUITS-FINANCIERS) POUR CONNAÎTRE CE QUI SE CACHE VRAIMENT DANS VOS ACTUELS OU FUTURS INVESTISSEMENTS.**

Ensuite, il est nécessaire de poser les bonnes questions à votre banquier·ère pour devenir acteur·rice de vos investissements. Comment ? Avec les questions que nous vous avons préparées ci-dessous, vous aurez déjà une bonne base pour tenter de confirmer ou infirmer que votre placement « vert » l'est réellement.

**\* VOUS POUVEZ RETROUVER UNE EXPLICATION DE LES TERMES EN GRAS SUR NOTRE SITE [WWW.FINANCITE.BE/VERDISSEZ-VOS-PRATIQUES-PAS-VOS-PUBS](http://WWW.FINANCITE.BE/VERDISSEZ-VOS-PRATIQUES-PAS-VOS-PUBS)**

**1. Votre banque a-t-elle une politique générale\* en matière d'investissement socialement responsable (ISR) ? (oui - non)**

Si votre banquier·ère vous dit que ses produits sont labellisés « Towards sustainability », sachez que 91 % des fonds autoproclamés ISR et qui ont reçu ce label ont investi dans des entreprises et/ou des États qui ne respectent pas des principes contenus dans les conventions internationales ratifiées par la Belgique portant sur le droit humanitaire, civil, environnemental, social et de gouvernance.

**2. S'applique-t-elle à ces produits ? (oui - non)**

- **Fonds d'investissement\***
- **Produits d'assurance\***
- **Épargnes pension\***
- **Comptes bancaires\***

Quel est le pourcentage de **produits ISR** concernés dans chacune de ces catégories (par volume d'argent) ?

**3. Intégrez-vous des critères environnementaux, sociaux et gouvernance (ESG) ? (oui - non)**

- Si oui, lesquels ?

**4. Dans les fonds d'investissement, produits d'assurance, épargnes pension, comptes bancaires, etc. qui intègrent des critères ESG, investissez-vous dans (oui - non) :**

- Le charbon ?
- Le nucléaire ?
- La production de tabac ?
- La déforestation ?
- Le gaz ?
- La production d'énergie à base de combustibles fossiles ?

**5. Dans les produits qui n'intègrent pas les critères ESG, investissez-vous dans (oui - non) :**

- Le charbon ?
- Le nucléaire ?
- La production de tabac ?
- La déforestation ?
- Le gaz ?
- La production d'énergie à base de combustibles fossiles ?

**6. Commercialisez-vous des fonds qui ont été créés par des gestionnaires d'actifs\* externes à votre organisation ? Si oui, lesquels ?**

**7. Quelle est la position de votre banque quant à la décision de la commission européenne d'introduire le gaz et le nucléaire dans la **taxonomie européenne**\* ?**

**8. Si je veux investir en faveur de la transition climatique, pouvez-vous me dire quels sont les fonds qui correspondraient à cette thématique ?**

**9. Quels sont les secteurs néfastes pour l'environnement qui sont exclus de ces fonds ?**

**10. À l'inverse, lesquels privilégiez-vous dans ces fonds ?**

**11. Ces fonds garantissent-ils donc que ces secteurs sont exclus ? (oui - non)**

- Le charbon ?
- Le nucléaire ?
- La production de tabac ?
- La déforestation ?
- Le gaz ?
- La production d'énergie à base de combustibles fossiles ?

Si vous avez répondu des « oui » à la question précédente, pouvez-vous préciser si ces secteurs sont exclus totalement ou seulement en partie ?

**12. Puis-je avoir la liste de tous les produits dans lesquels ces fonds investissent ?**

**13. Pouvez-vous me fournir une preuve du caractère véridique des allégations environnementales dans votre communication vers le grand public ?**

Que diriez-vous de prendre rendez-vous avec votre banquier·ère pour lui poser ces questions ou de les lui envoyer par mail ? ■

Toutes vos expériences et réponses reçues nous intéressent et nous vous invitons à nous les communiquer à l'attention de Louise Dubois par mail [louise.dubois@financite.be](mailto:louise.dubois@financite.be) ou par voie postale **Rue du Botanique, 75 à 1210 Bruxelles.**

## BRUXELLES Ne pas être la pire banque est-il suffisant ?

La plateforme « Belfius est à nous » s'est réunie en avril pour une discussion sur l'urgence d'un contrôle public sur les banques. Didier Palange

Fin février Belfius publiait en grande pompe un résultat, son meilleur en 10 ans, de 935 millions de bénéfices. 10 ans, c'est aussi son anniversaire vu que cette banque publique est née sur les cendres de Dexia « sauvée » par l'État belge suite à la crise des subprimes.

Face à cette autosatisfaction prévisible, la plateforme « Belfius est à nous » avait décidé de préparer un communiqué de presse appelant à relativiser ces résultats financiers. En effet, ce petit milliard de bénéfice est réalisé en partie au détriment des client-e-s et du personnel puisque la banque, bien que publique, ferme de nombreuses agences et réduit ses automates s'alignant ainsi sur la politique de désertification des banques privées. Se pose aussi la question du rôle de la banque face à l'intérêt général, notamment au travers d'une politique d'investissements qui devrait être plus fermement tournée vers la transition et non vers la croissance de ses bénéfices, même s'ils reviennent à l'État (à condition que celui-ci n'envisage plus de vendre Belfius).

En 2017, la plateforme portée par une trentaine d'organisations associatives et syndicales francophones (dont Financité) et néerlandophones, rendait publique son intention d'empêcher la privatisation de la banque Belfius, propriété de l'État belge depuis 2011. Au travers de ses actions, « Belfius est à nous » mettait également en avant le fait que Belfius était un des symptômes d'un système bancaire dangereusement défaillant. C'est toujours dans cet objectif d'élargir le débat au-delà de Belfius, mais aussi au-delà des associations centrées sur la finance, que le collectif a organisé le 26 avril une table ronde associative sur l'urgence d'un contrôle public sur les banques.

Près d'une trentaine d'associations ont marqué leur intérêt et ont engagé le débat en vue de prolonger l'action de « Belfius est à nous » au-delà de Belfius. L'objectif est de mobiliser plus largement sur les exigences légitimes des citoyen-ne-s de disposer de banques sous contrôle public favorisant notamment l'isolation de logements, la lutte contre la numérisation subie, le développement d'un service bancaire de meilleure qualité... D'autres rencontres vont suivre pour rendre visibles les publics et les objectifs négligés par les banques. ■

VOUS SOUHAITEZ NOUS REJOINDRE ? CONTACTEZ DIDIER PALANGE (DIDIER.PALANGE@FINANCITE.BE)



© Annie Spratt - Unsplash

## WEB Un groupe dédié à l'éducation financière

Le 7 mars, sur proposition d'une membre active de Financité, se lançait un groupe en ligne dédié à l'éducation financière des jeunes.

Les personnes qui ont rejoint le groupe sont parents, pour certains membres d'associations de parents d'élèves, professeur-e-s, grands-parents. Tou-te-s se demandent comment outiller au mieux les jeunes face aux défis financiers qui les attendent. Leur donner « la valeur de l'argent », mais que met-on derrière cette expression ? Leur apprendre à gérer un budget, mais à partir de quel âge est-ce possible ? Les rendre autonomes dans leur consommation tout en les alertant sur les pièges... C'est sur l'argent de poche que le groupe a commencé à travailler, un sujet concret qui touche des questions sensibles : liberté d'utilisation pour l'enfant, octroi avec ou sans condition, choix entre épargne et consommation. Pour la suite, le groupe pourrait travailler sur la consommation responsable ou la gestion d'un petit budget. ■

VOUS SOUHAITEZ NOUS REJOINDRE : RENDEZ-VOUS UN MARDI PAR MOIS EN VISIOCONFÉRENCE. PLUS D'INFO : ANNE.BERGER@FINANCITE.BE



## OTTIGNIES Les femmes rêvent d'une autre économie



## NIVELLES Un ciné-débat pour parler des démons invisibles

Mais qui sont ces « démons invisibles » ? Ce sont en réalité les particules fines qui se trouvent dans l'air de New Delhi en Inde.

Ce film montre les conséquences catastrophiques du capitalisme débridé sur la pollution de l'air et de son impact sur la santé de ses habitant-e-s. À la suite du film projeté au Ciné4 à Nivelles, un débat organisé par Greenpeace, Financité et la Brawette s'est engagé avec les citoyen-ne-s. Bien que le regard du film soit assez pessimiste, nous en sommes venu-e-s à quelques réflexions positives sur la situation en Belgique. Greenpeace a par exemple gagné son procès contre la région flamande sur sa politique insuffisante en matière de pollution atmosphérique. Si les citoyen-ne-s veulent être acteur-ric-e-s de changement, modifier sa manière de dépenser et d'investir son argent est un moyen aussi puissant pour changer la donne.

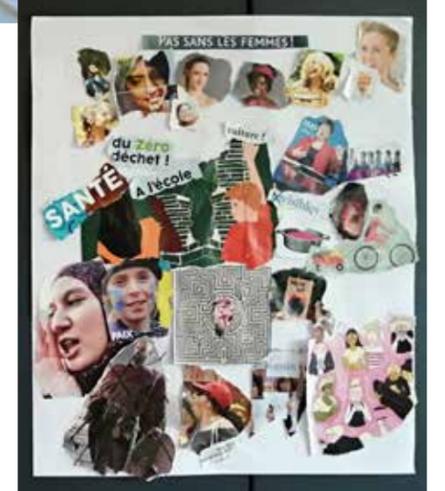


Lors d'une belle après-midi ensoleillée, des femmes se sont retrouvées pour imaginer un monde où l'économie serait entre leurs mains. Une manière de voir le pouvoir que chacune a.

La dernière activité de l'édition 2022 du Tour des Cafés a eu lieu le 22 mars dans un local communautaire du quartier du Buston à Ottignies. Organisé avec Vie Féminine Brabant wallon et le collectif Quand les femmes s'en mêlent, cet atelier était consacré à l'imaginaire, mais aussi au partage d'expériences.

Pour parler économie, il faut d'abord comprendre ce que cela veut dire. L'étymologie du mot « économie » désigne la gestion de la maison, ce qui fait de ces femmes des expertes dans le domaine. Mais c'est également la gestion de la rareté, la science de faire des choix. Et c'est ici que le débat avec ces femmes inspirantes a pris tout son sens. Bien qu'elles aient compris qu'elles étaient elles-mêmes des économistes, toutes ont mis le doigt sur le fait que pour faire des choix, il faut d'abord en avoir. Pas simple dans une société où il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts.

Avant de laisser parler son imagination, nous nous sommes retrouvées en 3 sous-groupes pour discuter ensemble de ces sujets et beaucoup ont évoqué les problèmes liés à la publicité et à la surconsommation. Quand on parle de choix, ici la question se pose donc



également. Sommes-nous vraiment libres quand on nous encourage à consommer des choses dont nous n'avons pas vraiment besoin ?

Et si tout était possible, à quoi ressemblerait une économie réfléchie et gérée par les femmes. Dans cette partie, pas de place aux doutes, aux remises en question. C'était un espace 100 % « tout est possible ». Grâce au découpage et au collage, les shakra de la créativité étaient bien ouverts chez toutes les participantes. De l'intergénérationnel, du multiculturel, de la solidarité et de la confiance. Nous avons rêvé à un monde où les femmes sont aux manettes et ça donne vraiment envie de le rendre réel. ■

VOUS VOULEZ PARTICIPER OU MÊME ORGANISER CE TYPE D'ATELIER, CONTACTEZ DANAÉ.LIST@FINANCITE.BE.

## MATAGNE-LA-PETITE *La fête printanière du Semeur*

**Retrouvailles des membres du collectif pour semer de la joie et de la bonne humeur.** Joëlle Tetart

Le conseil d'administration et les ambassadeur-rices de la monnaie citoyenne de l'Entre-Sambre-et-Meuse se sont donné rendez-vous à Matagne-la-Petite, dans la chaleureuse ambiance du café Le Petit Rustique, qui est prestataire de la monnaie. Ces retrouvailles en chair et en os ont été l'occasion de faire un quizz sur les monnaies locales pour s'auto-former à être incollables face aux questions des prestataires et des citoyen-nes.

Comment expliquer la réserve de contrepartie des monnaies locales citoyennes, pourquoi avoir choisi la parité avec l'euro, quelle est la plus-value de payer en Semeur lorsque l'on consomme déjà local? Les membres du groupe se sont prêtés au jeu avec amusement.

Les bénévoles ont aussi échangé sur les enjeux actuels du Semeur, à savoir la remobilisation de bénévoles et l'augmentation d'utilisateur-ices. Le groupe a identifié une série d'événements où promouvoir la monnaie de l'Entre-Sambre-et-Meuse. Attendez-vous donc à retrouver le Semeur sur les marchés, foires locales et festivals cet été afin de sensibiliser le grand public à la pertinence de la monnaie locale citoyenne.

Cette rencontre a aussi permis aux membres de faire l'état des lieux du réseau des partenaires prestataires et de voir lequel-le-s devraient être soutenu-e-s en priorité par l'équipe de communication du groupe local. Car l'un des avantages de rejoindre le réseau de prestataires partenaires reste pour les



professionnel-le-s de bénéficier de la promotion des commerces locaux mise en place par les bénévoles. ■

## NAMUR *Les apéros du Lumsou sont de retour*

**Des débats sur la relocalisation de la production accompagnés de bières locales**

Le retour du soleil dans la capitale wallonne rime avec le retour des apéros de sa monnaie locale. Des bénévoles et sympathisant-es du collectif se sont

réuni-e-s chez un prestataire du réseau, le bar Le Chapitre. Au programme : une terrasse, des bières locales, et surtout, des discussions sur la résilience monétaire et alimentaire. Les participant-e-s ont pu débattre à propos des expériences de la monnaie locale l'abeille (qui circule au sein de l'écovillage Terra en Lot-et-Garonne, en France) et faire des parallèles avec la circulation du Lumsou sur les communes avoisinantes à Namur. Nous avons également parlé de la disparition des distributeurs de billets à Namur et de l'impact de cette décroissance du cash sur la version papier des monnaies locales. Enfin, c'est les enjeux liés à l'alimentation locale qui ont clôturé le débat.

Cette réunion ensoleillée n'aura pas servi à rien, puisque les brochures de la monnaie locale citoyenne ont attiré plusieurs curieuses et cela a été l'occasion de convertir quelques euros en Lumsous. ■



## ATH *« Balance ta bouffe »* ← l'animation qui n'est plus périmée!

**Parfois, une animation ou l'autre « survit » au-delà de notre festival et intègre durablement le programme d'animations Financité.**

C'est le cas de « Balance ta bouffe # crée ton auto-label » qui a été créée dans le cadre du festival 2021 et qui, après une petite période de mise au frigo, a été remise à table à Ath, Namur et Bruxelles.

L'originalité de cette animation est que le débat commence avant même l'animation. En effet, dès votre arrivée (un peu à l'avance bien évidemment) nous vous imposons de faire les courses en urgence avec qui plus est, des produits imposés et dans une gamme de choix limitée! L'animation démarre ensuite et dissèque au départ des pratiques et connaissances des personnes présentes certains concepts comme : le bio et « la » bio, la révolution verte, les circuits courts ou encore les labels ou les nouveaux modes de vente du type « To good to go ». Petit à petit, le public questionne ses propres



critères de choix de consommation et repart avec son propre « autolabel » tout en ne perdant pas de vue que nul n'est parfait ni toujours 100 % cohérent. ■



VOUS SOUHAITEZ ORGANISER « BALANCE TA BOUFFE » ? CONTACTEZ VOTRE ANIMATEURICE RÉGIONAL·E.

## → ENGHEN *La monnaie autrement ?*

**Bioautrement invite ses client-e-s à un cycle de réflexion sur la monnaie.**

Il est de plus en plus fréquent de rencontrer des personnes qui pensent que l'alimentation est un des moteurs de changement de la société actuelle vers une société, à l'image de leur nourriture, plus saine et plus locale. C'est le cas de l'épicerie Bioautrement qui propose régulièrement des conférences mais aussi des concerts et d'autres activités culturelles.

Fort-e-s de cette habitude de se savoir bien servi-e-s par Benoît, le responsable de Bioautrement, plus d'une vingtaine de personnes ont osé le cycle Financité « monnaie en (r)évolution ». Le fil rouge de ce programme, accessible sans aucune connaissance financière, est de



se questionner sur le fait qu'alors qu'il n'y a jamais eu autant d'argent en circulation dans le monde... celui-ci est si rare dans

nos poches. Pourquoi? Comment? C'est ce que les trois soirées ont permis de décoder en identifiant « les gros mots » de la finance mais aussi les rouages de la mécanique monétaire. Petit à petit nous avons clarifié la notion de monnaie, de rôle de la Banque centrale européenne et des banques privées ou encore les enjeux de plusieurs modèles se déclarant souvent alternatifs mais n'étant pas toujours centrés sur le bien commun.

Et pour finir... ou pas, un petit groupe a décidé de poursuivre la réflexion par quelques réunions afin d'envisager comment agir via des outils locaux permettant un effet de levier renforçant une finance responsable et solidaire. ■

INTÉRESSÉ·E ? CONTACTEZ DIDIER.PALANGE@FINANCITE.BE

## LIÈGE L'arrivée des coop-pains

**Dans le quartier Pierreuse, une coopérative se crée pour sauver la boulangerie.**

Eric Dewaele

Il était une fois un passionné de bonnes choses. Sa quête du bonheur passait par le beau métier de boulanger. Il aimait la chaleur des fours autant que celle des gens. Il s'appelait Matéo. Il avait planté le camp de sa boulangerie dans une petite rue derrière le Palais des princes évêques, aux pieds du quartier Pierreuse. La bonne odeur du pain cuit sur place, le bruit du pétrin et les conversations autour des grandes tables assis sur des chaises disparates.

Après un rude combat mené contre une maladie, Matéo est parti. À vrai dire, il est physiquement parti mais son image, son sourire, son humour, ses goûts musicaux et son esprit frondeur ont continué à habiter la boulangerie. Ses deux filles, aidées par leur maman et une petite équipe d'artisans et artisanes ont continué à faire vivre le lieu. Puis, il y a eu la crise sanitaire, les confinements, les changements d'habitude et les problèmes économiques. Fatiguées, fatigués, malgré la tristesse, la décision d'arrêter s'est imposée. Fin juin, le four se refroidira pour de bon, personne pour reprendre. Finis les éclairs, les baguettes chasseurs, le gâteau au chocolat et les célèbres « painza » ?

Ce n'est pas imaginable. Avec la gouaille que l'on connaît aux liégeois-es, chacun et chacune échafaudent des plans : que pourrait-on faire pour les aider car une partie de l'équipe aime son métier et a bien envie de continuer et puis ce lieu est un réel bien commun.

De bien commun à coopérative, il n'y a qu'un saut. Oui, mais comment faire ? Par où commencer ? Avec qui ? Aidé-e-s de l'animateur Financité qui habite le quartier, une vingtaine de personnes se retrouvent pour comprendre comment fonctionne une coopérative. En créer une ne serait pas complètement impossible. On lance un premier appel à intérêt : « si on le fait, en serez-vous ? » et « si oui, combien pourriez-vous investir ? ». Un joli flyer et un message sur les réseaux sociaux plus tard, plus de 120 personnes se disent partantes.

En quelques réunions, il y a déjà un projet de statuts, une petite équipe qui formera le CA, une professionnelle va aider à réaliser le plan financier et une équipe est prête à relancer la machine. Elle est composée du boulanger, d'une pâtissière gérante et une vendeuse. La première assemblée citoyenne du 15 mars a déjà fixé un rendez-vous chez le notaire en juin. Qui a dit que les projets collectifs étaient lents et peu efficaces ? Après la « Boulangerie sans patron » en Outre-Meuse et « l'amicale des boulangers » dans le quartier nord, « chez Matéo » sera la troisième boulangerie coopérative liégeoise. ■



## LIÈGE Un « Pop up » NewB à Liège



Un « pop up », c'est un magasin éphémère installé dans des locaux temporairement vides, idéalement situé au cœur de la ville. Pendant deux semaines, NewB, la banque coopérative que Financité a cocréé et soutient depuis ses débuts, a planté son camp rue Cathédrale dans un vaste espace très bien aménagé, sobre et chaleureux. L'occasion pour plusieurs entreprises coopératives d'échanger et de promouvoir

leurs activités. Et aussi, l'occasion pour Financité d'animer une soirée consacrée à la finance solidaire. C'était une belle occasion de montrer au grand public que les alternatives existent. Pour NewB, qui fonctionne actuellement exclusivement via internet ou par téléphone, cette présence a confirmé la demande des liégeois-es pour plus de points de contacts réguliers avec de vraies personnes. ■

## SUD-LUXEMBOURG Une décennie de lutte coopérative contre l'accaparement des terres agricoles



**Alors que la coopérative Terre-en-vue vient de fêter ses 10 ans d'activité, les pressions foncières se font de plus en plus pesantes sur les agriculteurices. Retour avec Arthur Tibesar, ambassadeur de la coopérative, sur une décennie de résistance agricole en province de Luxembourg. Propos recueillis par Jonas Dembour**

**Quel est le constat qui a poussé des citoyen-ne-s à lancer la coopérative au printemps 2012 ?**

Terre-en-vue est née d'un constat assez simple : les agriculteurices ont de plus en plus de mal à accéder à la terre car les prix sont devenus exorbitants. Ils ont été multipliés par 3 ou 4 en dix ans. Cet accès à la terre est devenu très difficile pour différentes raisons. La terre est devenue un placement financier et d'autres usages en sont faits qui viennent concurrencer l'agriculture avec des

moyens bien plus importants : les sapins de Noël, le maïs pour la biométhanisation, le blé pour les biocarburants, le béton d'une manière générale avec l'expansion du résidentiel et des zonings. Dans le Sud-Luxembourg, plus particulièrement, il y a aussi une concurrence extérieure de la part d'exploitant-e-s agricoles luxembourgeois-es qui disposent de bien plus de moyens.

**Quel est le bilan de ces 10 premières années d'existence ?**

Actuellement, Terre-en-vue en est à 4 150 000 euros de capital social via les parts souscrites. Il y a pour l'instant 2 350 coopératrice-s et on compte en moyenne un-e coopératrice de plus chaque jour ! Concernant le nombre de fermes soutenues, deux types d'aide ont été élaborés. D'une part, un soutien par l'acquisition de terres, principalement en Wallonie : 18 projets sont en route dont les ¾ ont pu être réalisés (la récolte de fonds est en cours pour les autres). D'autre part, Terre-en-vue trouve des terres mises à

disposition sur du long-terme par des pouvoirs publics ou des particuliers à travers des conventions particulières. Par cette mécanique, une douzaine de fermes ont pu être aidées, principalement dans la région bruxelloise.

**Quels liens particuliers existe-t-il entre la coopérative et la province de Luxembourg ?**

La province de Luxembourg est un terreau propice pour la coopérative. Parmi les fermes aidées par acquisition de terres, plus d'un quart y sont situées. Puis il y a aussi une forte adhésion des citoyen-ne-s puisqu'on compte environ 500 coopératrice-s domicilié-e-s dans la province. Enfin, c'est aussi le réseau des associations et organisations qui soutiennent les projets dans la province. Le Volti et l'Epi lorrain, monnaies citoyennes de la région, ont par exemple soutenu de manière importante la ferme Renaud à Hotton ou la ferme de Muselbur et celle de Bio-Lorraine dans la région d'Arion. Les Magasins du Monde Oxfam d'Arion et de Neufchâteau, la Halle de Han, l'Observatoire de l'Environnement, pour ne citer que quelques exemples, soutiennent aussi les projets locaux.

**La coopérative vient de fêter ses 10 ans, que peut-on lui souhaiter pour la prochaine décennie ?**

Au départ, les agriculteurices n'y croyaient pas trop et Terre-en-vue a dû faire ses preuves. La coopérative a des comptes qui sont positifs, elle est gérée de manière professionnelle et tout à fait transparente. Maintenant, TEV est crédible aux yeux de tout le monde. D'ailleurs, les demandes explosent. L'objectif de ces 10 prochaines années sera d'aller de l'avant et de pouvoir répondre à cette demande qui est croissante. Et puis, partager de plus en plus largement, la conviction que la terre nourricière est un bien commun. ■

POUR EN SAVOIR PLUS :  
TERRE-EN-VUE.BE



ENSEMBLE, CHANGEONS LA FINANCE

## Votre argent détruit la planète

Initialement prévu du 7 mars au 10 juin, la série de conférences joue les prolongations

Êtes-vous conscient-e de la force de votre argent ? Savez-vous que placer son argent dans un produit durable est l'action la plus efficace pour réduire votre empreinte carbone ? En se tournant vers la finance solidaire, chacun-e d'entre nous peut avoir un impact important au travers la manière de gérer ses finances personnelles.

Voilà le pitch de la série de conférences pour apprendre à transformer son argent en acteur de la transition.

Une dizaine de soirées ont déjà eu lieu, mais pas de panique si vous n'avez pas encore eu l'occasion d'assister à une conférence dans votre région. La série de conférences est prolongée jusqu'en septembre.

PLUS D'INFORMATIONS : VÉRIFIEZ NOTRE AGENDA [WWW.FINANCITE.BE/EVENTS](http://WWW.FINANCITE.BE/EVENTS)

## Nouvelles collègues

Nous avons eu le plaisir d'accueillir 3 nouvelles collègues depuis mars. Quelques mois après son stage effectué chez Financité, Camille Giegas ([camille.giegas@financite.be](mailto:camille.giegas@financite.be)) a rejoint l'équipe pour s'occuper des monnaies locales citoyennes. Les provinces de Liège et de Namur ont une nouvelle animatrice avec Irène Piancatelli ([iren.piancatelli@financite.be](mailto:iren.piancatelli@financite.be)). Enfin, le pôle communication a accueilli Héloïse Rigot ([heloise.rigot@financite.be](mailto:heloise.rigot@financite.be)). Bienvenues à elles !



## Co-direction chez Financité

En avril, le Conseil d'administration a validé la candidature d'une nouvelle directrice. En effet, Annika Cayrol assure désormais la co-direction avec Bernard Bayot. Dans l'équipe depuis plus de 15 ans, alors que notre association s'appelait encore le Réseau Financement Alternatif, Annika Cayrol est une pierre angulaire de Financité. Elle a assuré nombre de fonctions au sein de l'organisation, de la recherche sur l'investissement socialement responsable

jusqu'à coordonner le développement des services de finance solidaire et de monnaies locales citoyennes.

Ce changement de gouvernance permettra également à Financité de mieux répondre aux défis du financement de la transition, autre domaine d'expertise de sa nouvelle codirectrice.

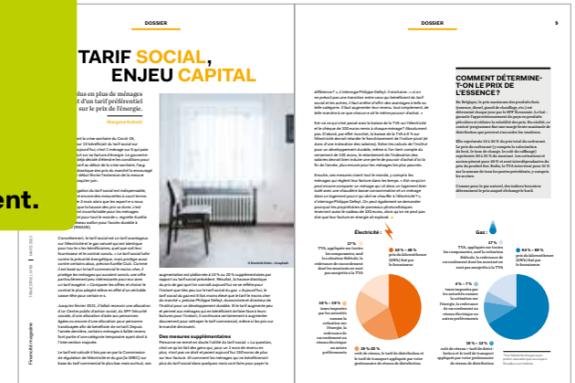
Toute l'équipe se réjouit de travailler avec sa nouvelle co-directrice !

## Éphéméride Financité

14 juin, 6 septembre : Prochaines sessions de la Financité Academy



Pages 8-9 du magazine 65



Des tarifs sociaux efficaces, ou plutôt arrêter de bricoler des mesures.

Chère Morgane,

Ton article dénonce l'injustice des mesures bénéficiant à tous les ménages, indépendamment de leur situation pécuniaire, pour réduire leur facture d'énergie (baisse de la TVA et chèque de 100 euros), il dénonce tout autant l'injustice de mesures qui ciblent les ménages à faible revenu, dont le tarif social : celui-ci fixe un plafond de revenus au-delà duquel le tarif social n'est plus appliqué, ce qui exclut les tranches de revenus juste au-dessus. Selon P.Defeyt, la solution – peut-être hors de portée – serait « d'augmenter le revenu pour que chacun ait un même pouvoir d'achat », dont le niveau n'est d'ailleurs pas précisé. Selon l'article, l'indexation des salaires ferait partie de cette solution. Cependant indexer des salaires inégaux les rend plus inégaux encore, en effet plus les salaires sont élevés, plus ils augmenteront en valeur absolue suite à l'indexation.

Par ailleurs, l'article ne démontre pas que le rapport coût-bénéfice des mesures mentionnées est plus favorable que celui d'autres mesures agissant sur l'offre, telles qu'un contrôle des prix de l'énergie au plan européen qui mobiliserait sans doute moins l'impôt payé par tou-te-s, y compris les plus modestes.

Ces questions sont assurément complexes et comportent de multiples facettes, toucher à l'une d'elles provoque des réactions en cascade. C'est pourquoi des stratégies à long terme sont à définir sur la base de données et analyses rigoureuses, avec l'intérêt général en point de mire. Or, ici à nouveau, les pouvoirs publics semblent pris de court et contraints de bricoler et négocier des mesures à la hâte.

Et cela alors que nous devrions pouvoir compter sur un État et une Europe qui protègent les plus faibles, anticipent des risques tels que la hausse actuelle du prix de l'énergie et alignent les décisions et moyens les plus efficaces pour les minimiser. ■

Le comité de lecture



## PHOTO LÉGENDE

Fin mars, Financité a participé à la Semaine du financement et des subsides, organisée par 1819 pour découvrir et comprendre les modalités de financement les plus adaptés. Nous y avons donné un atelier sur le financement citoyen.

\*!?!☆⚡:)



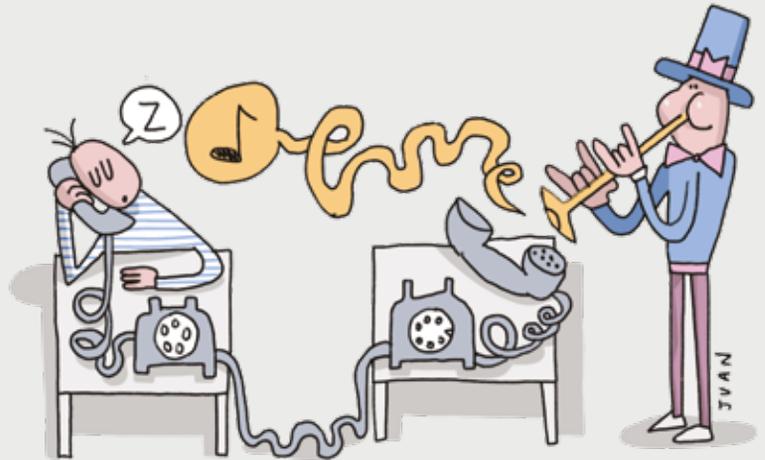
**ANNE  
BERGER**

# Perdus de vue

À Pâques, je goûtais tranquillement un repos en attendant que les cloches viennent me gaver de chocolat. Profitant de mon insouciance du moment, je me déconnecte et survole vaguement mes emails de temps en temps. L'un d'eux aurait pourtant dû attirer mon attention : un appareil inconnu aurait tenté d'accéder à une vieille adresse email, non utilisée depuis une douzaine d'années. Deux jours plus tard, 4 mails m'informaient en moins de 5 minutes que le mot de passe, l'adresse mail de récupération et la question permettant de récupérer un compte en cas d'oubli du mot de passe, avaient été modifiés. Fichtre, me voilà avec un compte piraté !

Sentiment d'inconfort, vague impression qu'un inconnu s'est introduit chez moi. Inquiète que cette boîte mail ne contienne des informations confidentielles, je cherche d'abord comment la récupérer. Google me dirige vers une page où les instructions semblent bien claires. Mais sans mot de passe ou ancien appareil utilisé pour consulter cet email, je ne peux rien faire. Vous voulez me dire que Google, la société qui connaît toute ma vie et le nombre de fois que consulte la même page internet, celle qui m'envoie des publicités ciblées un peu trop pertinentes et qui sait quels comptes j'utilise régulièrement, ne peut rien faire pour moi. J'ai même essayé d'appeler, mais me retrouve immanquablement sur la fameuse page de départ.

Je commence à faire le deuil de ce vieux compte, mais réalise assez vite que mon numéro de compte bancaire doit figurer dans l'un ou l'autre email. Les pirates ont donc mon mail, mon mot de passe, ma question de récupération et mon compte bancaire. Ca sent mauvais. Je compose donc le numéro d'aide pour m'entendre dire que le service est actuellement fermé. Je réessaye plusieurs fois dans la journée, même réponse. Etrange, nous ne sommes pourtant que Vendredi saint. Soit ma banque pense que les



pirates prennent aussi des congés, soit la banque au lion a dû décider d'adopter le calendrier des jours fériés des Pays-Bas. Même Google était plus efficace. Je m'énerve, mais je me félicite de ne pas avoir cédé et installé Google Pay pour pouvoir payer directement avec mon smartphone. Et si les pirates avaient eu cette idée ?

**« Pleine d'espoir, j'écoute  
la petite musique d'attente  
pendant 1 minute,  
2 minutes, 12 minutes, et  
je finis par renoncer »**

En panique, je surveille mon compte tout le week-end et mardi, je retente ma chance. Fantastique. La touche 5 mène directement vers « vous suspectez une activité frauduleuse sur votre compte ». Je

vais enfin avoir recevoir de l'aide. Pleine d'espoir, j'écoute la petite musique d'attente pendant 1 minute, 2 minutes, 12 minutes, et je finis par renoncer.

Je n'ai toujours pas eu la confirmation que mes sous sont bien en sécurité. Parfois j'y pense, et puis je me demande si toute cette énergie dépensée pour entrer en contact avec ma banque vaut les quelques euros qui traînent sur ce compte. Je me dis que cela nécessiterait sûrement que je prenne rendez-vous en agence plutôt que de perdre mon temps à patienter au téléphone, mais je sais que ma banque préfère largement que j'effectue mes opérations à distance. Elle m'affirme régulièrement que le service y est impeccable. ■